

NkN

1^{re} Année. — N° 22.

12 Juillet 1917

LA
REVUE
DE LA
PRESSE
PARAISANT TOUS
LES JEUDIS
C

25 cent. le numéro

Administration : 3, rue Merle-d'Aubigné, Genève

Téléphone 82.48 - Compte de chèques I.1301

BIBLIOGRAPHIE

Un numéro spécimen des périodiques renseignés est envoyé sur demande faite à l'éditeur ci-dessous.

TITRE	ÉPOQUE DE PARUTION OU AUTEUR	OBJET	PRIX POUR LA SUISSE				ÉDITEUR
			du Num ^o	Abonnements de			
				3 mois	6 mois	1 an	
La Revue de la Presse	Tous les jeudis	Extraits des grands journ. eur.	0 25	—	4 50	9 —	3, rue Merle-d'Aubigné, Genève
L'Après-Guerre	Le 1 du mois	Articles document., statistiques	0 30	3 —	5 50	10 —	26, rue de Bourg, Lausanne
Schweiz. Monatshefte	Les 1 et 15 du mois	Revue littéraire.	0 40	3 75	7 —	13 —	44, Länggasse, Berne
La France Champion du Droit (Vol.)	P.-H. Loyson.	Conférences	1 20	—	—	—	23, rue Kléberg, Genève.
Das Neue Europa	Tous les mois	Revue polit. et écon.	0 50	—	2 50	5 —	Seefeldstr., 47, Zurich
Chroniques italiennes	2 fois par mois	Documents sur l'Italie contemp.	0 20	1 —	2 —	—	3, Grand'Rue, Genève
Les curés ont-ils voulu la guerre?	Brochure	Réponse négative au titre	0 30	—	—	—	Tolra, 28, rue d'Assas, Paris

La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

JOURNAL IMPARTIAL, PUBLIANT DES EXTRAITS
DE JOURNAUX DU MONDE ENTIER :: ABONNÉS

:: :: :: :: DANS TOUS LES PAYS :: :: :: ::

PUBLICITÉ DE PREMIER ORDRE

pour toute entreprise désirant donner de l'extension
-- à ses produits en Suisse et à l'Étranger --

Les annonces sont reçues exclusivement par

ORELL FUSSLI-PUBLICITÉ

1, RUE DU COMMERCE - GENÈVE

Téléphone 20-59

Succursales à Lausanne, Neuchâtel, Bâle, Berne, Soleure, Zurich, etc.

La Revue de la Presse

PARAISSANT TOUS LES JEUDIS

LES ANNONCES

sont reçues par la S. A. Agence Suisse de Publicité

ORELL FUSSLI & Cie

Rue du Commerce, 1, Genève

et dans ses succursales de

Lausanne, Neuchâtel, Berne, Zurich, Bâle, Solère, etc.

Tarif des Annonces :

Pour l'espace d'une ligne corps 8 :

Suisse . . . 30 centimes.

Etranger . . 40 »

Réclames 100 »

Le tarif est majoré pour des emplacements spéciaux.

ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse par semestre Fr. **4.50**

Etranger » **5.50**

PRIX DU NUMÉRO

Suisse **25** centimes

Etranger **30** »

1^{re} Année

12 Juillet 1917

N° 22

FRANCE

Le Figaro (Polybe, M. Reinach) :

M. Albert Thomas annonçait récemment une offensive russe à « base morale ». On n'avait pas trop compris. Nous pouvons traduire maintenant dans un langage plus militaire. Kerensky et Broussilof avaient refait le moral, trop longtemps ébranlé, de l'armée du Sud. Quoi! l'arme au râtelier, la fraternisation impure dans la tranchée, la chute lourde de l'honneur russe au plus grossier des pièges allemands! Cependant, les Anglais et nous, sur la Scarpe et sur l'Aisne, nous supportons tout le poids des divisions allemandes, et les Italiens, sur l'Isonzo, tout le poids des autrichiennes. Une telle honte se pouvait-elle supporter? Broussilof a retrouvé ses soldats de la Potilovka et de Loutsk...

Il n'y a point lieu, sans doute, d'exagérer la portée de ce succès, qui n'est pas seulement tactique. On doit croire que les Austro-Allemands profiteront d'un terrain favorable à la défensive, boisé et marécageux, pour chercher à en arrêter le développement stratégique. Ils chercheront à en diminuer le développement moral. Mais Broussilof, « qui connaît tant de victoires », comme dit l'ordre du jour de Kerensky, n'est pas homme à épargner les efforts pour reprendre sa marche, trop longtemps interrompue, en Galicie; et Kerensky, en toute communion d'âme avec Broussilof, n'est pas homme à ménager plus longtemps ni « les petits groupes des âmes poltronnes, abandonnées avec mépris à l'arrière de l'armée », ni les misérables et les fous, ceux-ci plus dangereux que ceux-là, qui, payés ou non par l'Allemagne, s'obstinent à « menacer d'une catastrophe la liberté et la révolution ».

« La patrie est en danger; il est temps que l'armée remplisse son devoir. » Mais l'armée ne peut remplir son devoir contre l'ennemi du dehors si l'ennemi du dedans n'est pas réduit à l'impuissance. Qu'est-ce que le poignard de la Vendée, dans le dos de notre révolution, en comparaison de celui d'une anarchie slave, au service du tsarisme allemand, dans le dos de la révolution russe?

Car l'or boche a été semé partout. Ce même bulletin, qui annonce le succès de Broussilof, révèle cette chose abominable que deux sous-officiers russes, Kriachkene et Koloavinoï, avaient communiqué à l'ennemi le plan d'une incursion dans la région de Loutsk, en direction de Kovel. Ces Judas, ayant trahi leur pays, ont été trahis à leur tour par les prisonniers autrichiens. Juste retour et utile avertissement.

Mais Lénine, dit-on, est un honnête homme? Qu'en sais-je? Et le serait-il, son crime de démagogue bien renté et roulant carrosse est plus hideux encore que celui de ces deux infâmes. Ils ont fait manquer une reconnaissance d'avant-garde. Il a entrepris de faire chavirer dans un océan

de boue, après tant d'effroyables sacrifices qui n'auraient plus été consentis qu'en pure perte, la patrie russe.

Le Pays (J.-H. Rosny) :

Lorsqu'un Lénine déclare qu'il n'y a qu'à arrêter les capitalistes, à abattre le gouvernement provisoire, à remettre le sort de la Russie aux soviets qui en appelleraient à une Constituante, laquelle ferait la paix séparée, j'entends revivre les voix funestes qui firent succomber les Marat, les Danton, les Saint-Just, les Couthon, les Robespierre. Si le léninisme triomphait, il deviendrait presque impossible de sauver la Russie. Une ère de destruction, d'anarchie sanglante, de luttes fratricides, de pendaisons féroces, ne tarderaient pas à s'ensuivre et livreraient le monde slave à une réaction implacable et, sans doute, aux chaînes teutoniques...

L'Humanité :

Démocratique, l'organisation des troupes à qui l'on a appris une discipline nouvelle: celle qui naît d'une commune aspiration d'idéal et du consentement intime des intelligences et des cœurs.

Démocratique, la méthode employée pour les entraîner au combat et qui consiste à leur bien marquer le but à atteindre, à leur faire apparaître le caractère exclusif de libération humaine que présente la lutte engagée contre les derniers tyrans de l'Europe.

Démocratique, la cause à défendre: celle de la révolution et de la liberté naissantes.

Démocratique, enfin, la fin assignée au conflit, qui cessera de lui-même le jour où tous les peuples auront perdu l'avantage de substituer aux impérialismes conquérants la paix fondée sur le respect des droits humains et la satisfaction des aspirations nationales.

Le Populaire du Centre :

La bataille des Russes a un sens précis: ce n'est pas pour des conquêtes, pour de la gloriole, c'est pour que leur voix en faveur de la paix — d'une paix prochaine — soit mieux entendue de leurs adversaires comme de leurs amis.

S'il fallait un fait nouveau — il en est mille autres — pour renforcer ce jugement, on en trouverait un qui illumine comme d'un éclair la route droite que suit la Russie révolutionnaire en conviant les autres à venir la rejoindre.

Le 1^{er} juillet, les armées de Broussilof ayant repris une vigoureuse offensive en Galicie, le ministre de la guerre Kerensky a télégraphié au prince Lvov:

« Je vous prie instamment de m'autoriser d'urgence à re-

mettre, au nom du peuple libre, aux régiments qui ont participé au combat du 1er juillet, les drapeaux rouges révolutionnaires... »

Le drapeau rouge donné aux troupes comme la plus haute récompense!

Il est aussi, ne l'oublions pas, le plus glorieux des symboles, et c'est cela qui donne à la guerre que mènent les Russes, à leurs offensives, à leurs combats, un caractère particulier dont les socialistes français de notre tendance se réjouissent pleinement, de tout leur cœur de Français et de socialiste.

L'Echo de Paris (Maurice Barrès):

Les Russes viennent de reprendre victorieusement l'offensive contre des Allemands (et des Turcs). Événement décisif. Toute la Russie en est secouée, réveillée de son rêve, jetée dans l'action. Et pour l'Allemagne, quelle effroyable déception! L'Allemagne avait deux moyens, qu'elle croyait décisifs: les sous-marins, qui ne rendent qu'imparfaitement, et la paix russe. Celle-ci est devenue impossible. La révolution russe, avec ses drapeaux rouges déployés, marchant sur aux Boches, c'est un grand acte d'honnêteté qui allège puissamment la tâche de nos armées.

Le Temps:

Comment l'Allemagne tient-elle? Eir se ravitaillant chez les neutres, ses voisins. Pourquoi tient-elle? Parce qu'elle veut sauver son organisation politique et économique, sur laquelle elle compte pour se relever rapidement après la guerre. Appliquons-nous à la priver de ce secours et à déjouer ce calcul.

La loi qui a été votée aux États-Unis, le mois dernier, permet au président de prohiber toute exportation de marchandises, quand l'intérêt public le veut. Un conseil nommé par le président a déjà étudié le problème, et l'on a annoncé qu'il proposerait notamment de restreindre les envois de céréales à destination des États neutres, voisins de l'Allemagne. C'est un excellent début, et nous croyons qu'il faut appliquer jusqu'au bout ce principe équitable: les pays voisins de l'Allemagne doivent, autant que possible, vivre sur leurs propres ressources. Il n'est pas admissible, par exemple, que l'un d'eux réduise l'étendue des terres cultivées en blé pour accroître l'élevage du bétail, puis demande à acheter outre-mer l'équivalent du blé qu'il ne produit plus et les tourteaux nécessaires pour compléter l'engraissement du bétail qui sera vendu à l'Allemagne. En limitant l'exportation des fourrages en même temps que celle du blé, les États-Unis contribueront doublement à réprimer cet abus.

Comme il dépend d'eux de montrer à l'Allemagne qu'en continuant la guerre, elle ne pourra plus se nourrir, c'est d'eux qu'il dépend de prouver qu'elle ne pourra plus se relever, si elle s'obstine à combattre.

L'entrée des États-Unis dans la guerre a porté un coup terrible au crédit allemand: privée des ressources qu'elle se procurait par l'intermédiaire des banques américaines, l'Allemagne a été obligée d'entamer sa réserve d'or. Quelles inquiétudes éprouverait-elle, si elle constatait qu'on s'apprête à détruire tout le réseau d'entreprises commerciales et financières qu'elle possède dans le Nouveau-Monde? Que les autorités des États-Unis entrent dans cette voie, ne fût-ce que par des mesures préliminaires: la continuation de la guerre, alors, n'apparaîtrait plus aux dirigeants de l'Allemagne comme le salut de leur organisation, mais comme sa ruine. Cela les rendra moins belliqueux:

Le Journal (Ch. Humbert):

C'est sur le sol de la France saignante et meurtrie que la grande république sœur a tenu, cette année, à commémorer, plus solennellement encore que jamais, le geste d'énergie et de fierté par lequel elle affirma, il y a cent quarante et un ans, le droit des peuples à disposer d'eux-

mêmes. C'est pour le même principe qu'elle se lève maintenant.

Ils viennent à notre aide, les rudes et vigoureux soldats d'outre-Atlantique; avant-garde des armées formidables qui se constituent et s'organisent là-bas, ils viennent nous dire de patienter, d'avoir confiance. Leur patrie n'a pas oublié. Elle se rappelle qu'au temps où sa jeune liberté, à peine née, était en grand péril de succomber, l'aide tutélaire, généreuse et chevaleresque de la France la sauva. Elle veut s'acquitter de sa dette de reconnaissance, magnifiquement.

Le Matin (L. Barthou):

La journée du 4 juillet 1917, l'une des plus significatives de la guerre, comptera dans l'histoire du monde. M. Ribot, dans son éloquent discours, auquel les circonstances ont donné le caractère et la portée d'un acte, l'a heureusement définie en disant que la fête de l'Indépendance des États-Unis est devenue la fête de l'Indépendance de toutes les nations. Pour la célébrer, la France n'a eu qu'à rester fidèle à ses traditions. Entre les États-Unis et elle, l'amitié est séculaire. Mais c'est la première fois que l'Angleterre s'associe à l'« Independence Day ». Le roi a fait arborer sur une tour du palais de Westminster, à côté du drapeau britannique, la bannière étoilée des quarante-huit États. Ainsi l'emblème de la révolte est devenu, pour la Grande-Bretagne elle-même, le signal de la liberté. C'est une des conséquences les plus imprévues de l'agression allemande. Le monde est debout pour défendre le droit. Qui peut douter de son triomphe?

Jusqu'ici, l'armée française, dont l'héroïsme détie les épithètes, a supporté la part principale de la lutte sacrée. L'heure des Alliés est venue. Tenace, patiente, puissamment organisée, l'Angleterre poursuit, dans un élan magnifique, un effort splendide. A son tour, l'Amérique arrive. Le président Wilson lui a assigné son but et son rôle. Elle n'en déviara pas.

... Les Américains sont entrés dans la lutte en lui donnant toute sa signification. Résolus à tous les sacrifices, ils ne désertent pas la cause sainte qu'ils ont embrassée avec un sang-froid dont on peut tout attendre. Ils savent ce qu'ils font et pourquoi ils le font. Cette force réfléchie et sûre d'elle va transformer la guerre sans rien changer à ses buts essentiels qui se confondent avec la défense du droit humain. C'est la noblesse des « Alliés » de ne rien vouloir contre le droit. Seul il leur a mis les armes à la main. Seul son triomphe fera tomber ces armes. Quand on lutte à la fois pour la vie et pour l'honneur, on ne s'arrête qu'à la victoire. Elle est en marche. Nous l'avons méritée. Ayons maintenant la volonté de l'attendre.

Le Trait d'Union:

L'arrivée à notre rescousse, au moment fatidique, des guerriers américains, qui ne veulent pas que « la France soit comme un bûcher splendide qui illuminerait le monde en se consumant », signifie que toutes les énergies libres et bienfaisantes du globe sont unies dans un même but: le triomphe définitif sur une race de réaction, de despotisme et de proie, sauvagement ambitieuse et basement militariste, qui menace le droit et la liberté des peuples.

L'heure suprême approche. Ce n'est pas à ce moment-là — comme l'a dit M. Ribot — que nous pourrions faiblir, lorsque les renforts américains sont déjà dans nos murs et qu'aux ovations faites sur leur passage par les foules françaises répond l'écho formidable des clameurs de l'armée russe en marche.

Paris-Midi (H. Bérenger):

Cent millions d'hommes, vingt millions d'or, autant de charbon, de pétrole, d'acier, de navires qu'il en faudra pour l'Europe, c'est déjà bien pour en finir avec les kaisers, mais ce n'aurait pas encore été assez, si, avec tout cela, au-

dessus de tout cela, l'Amérique n'avait pas jeté la charte même de son existence, cette « Indépendance » qui fut la sœur de nos « Droits de l'homme » et dont nous célébrons en ce juillet de guerre les deux anniversaires héroïques avec les cœurs et les drapeaux armés qui leur conviennent!

Excelsior (J. Bainville):

Dans la guerre présente, où, livrés à nous-mêmes, nous courions le risque d'être écrasés, nous avons, pour ainsi dire, touché les intérêts de notre capital historique. S'il y a eu une Belgique pour se dresser devant le premier flot de l'invasion allemande, c'est parce qu'une armée française, en 1832, avait pris Anvers pour le donner aux Belges. Les Italiens, en 1914 et en 1915, se sont souvenus de Magenta et de Solferino. C'est le même genre de reconnaissance qui anime les Américains, c'est la même force historique qui agit pour nous donner leur concours. Ainsi la politique désintéressée, pourvu qu'elle soit en même temps clairvoyante, est pour un peuple le meilleur des placements.

Le Figaro (Polybe Reinach):

L'Allemagne s'était habituée depuis quarante ans à ce que le monde ait peur d'elle. L'un des pires poisons qui se puissent introduire dans l'âme d'un peuple, il est aussi celui qui résiste le plus longtemps aux désintoxications. Les Allemands se sont dit pendant longtemps que, si la Belgique leur avait résisté, c'était dans une heure de fièvre et d'exaltation. Mais la Belgique n'est pas moins réfractaire, après trois années d'affreuse misère, au regret d'avoir été loyale qu'elle ne le fut naguère à la crainte. Quel est le Serbe? quel est le Roumain qui demande grâce? Quel plus meurtrier soupçon, en Italie, que celui de neutralisme? Le Portugal est entré dans la guerre. La Grèce, à peine libre, a rompu avec les empires centraux et leurs sicaires. La Pologne, assurée d'être libre, écarte le tentateur. La Russie se reprend. Ces sous-marins, qui devaient terroriser et affamer l'Angleterre, ont déclenché l'Amérique. Elle fait voile vers la France, et les Amériques latines appareillent pour l'y suivre.

Existe-t-il encore quelque chose qui ressemble à une conscience allemande? Tout de même, il existe toujours une intelligence allemande. Qu'espère-t-elle maintenant que l'Amérique est dans la guerre avec une résolution qui n'est pas inégale à la ténacité anglaise de bouledogue?

Je n'ai point cessé de penser que la guerre avait été gagnée sur la Marne. Je n'ai point cru un instant que l'Allemagne le comprendrait. Nous ne l'avons pas encore compris nous-mêmes. Mais, maintenant, après trois années de guerre, avec l'entrée de l'Amérique, comment l'Allemagne ne voit-elle pas qu'elle a perdu la guerre?

Le Temps:

Au bruit de l'offensive russe, l'empereur d'Autriche vient d'amnistier les condamnés politiques, qui sont presque tous des Slaves. Cette initiative demanderait quelques explications, qu'on ne trouve malheureusement pas dans le rescrit qui l'annonce.

Si elle a été prise spontanément, pourquoi l'empereur ne l'a-t-il pas fait prévoir dans le discours du trône qu'il a prononcé devant la Chambre, le 30 mai? Il aurait adouci, en leur donnant un caractère rétrospectif, ces séances accablantes où les députés tchèques et sud-slaves ont raconté le martyre de leurs concitoyens. Il aurait empêché la chute du cabinet Clam-Martinitz, qui a été renversé pour avoir heurté de front tous les partis slaves.

Mais l'amnistie, loin d'être spontanée, a peut-être été imposée à l'empereur par cette révolte parlementaire elle-même, ou encore par la crainte d'une révolte qui ne parlerait plus. Elle n'est peut-être qu'un expédient pour vivre avec une Chambre qu'on n'ose plus renvoyer. Alors, quelle force le gouvernement autrichien peut-il tirer d'une

capitulation? Et quelles garanties cette capitulation offre-t-elle aux Slaves? Ce n'est pas la première fois que les Habsbourg embarrassés promettent des satisfactions à leurs sujets tchèques ou croates; mais jamais, jusqu'ici, leurs promesses n'ont survécu à leurs embarras. « Passato il pericolo, gabbato il santo.

L'Action Française:

L'empereur Charles, et ce calcul n'est pas d'un sot, semble avoir compris qu'à tout refuser à ses Tchèques, Slovénes et autres sujets de seconde catégorie, il risquait d'aggraver une agitation dangereuse à bien des égards. En outre, il semble aussi avoir vu que le slavisme, à l'intérieur de son empire, n'est plus un péril pour l'État depuis qu'il a cessé de trouver en Russie un centre d'attraction. Non seulement la Révolution russe se désintéresse du programme panslave, mais encore elle le rejette et elle le condamne comme entaché d'impérialisme. En sorte que l'Autriche slavisée pourrait bien un jour renverser les rôles et exercer une aimantation sur certaines régions de la Russie, par exemple sur l'Ukraine.

Tout cela n'est pas mal conçu. Mais ces beaux projets ont l'inconvénient de se heurter à l'intransigence des Allemands d'Autriche qui sont énergiquement soutenus par les Allemands d'Allemagne. L'amnistie impériale est accueillie par une tempête à l'intérieur et à l'extérieur de la monarchie. Les journaux de Berlin et de Francfort, même les libéraux, ne savent plus modérer leurs expressions à l'égard de l'allié de Vienne à l'idée que les Slaves recevraient un traitement d'égalité. Voilà l'exemple, illustré par un fait précis, des obstacles auxquels se heurte la reconstitution de l'empire des Habsbourg.

« Soyons Autrichiens », a dit M. de Seidler dans sa déclaration ministérielle. Beau programme, mais difficile à exécuter. Pour régner « autrichiennement », il faudrait d'abord que Charles Ier fût le maître de ses Allemands et de ses Hongrois et qu'il se fût affranchi de l'alliance de Guillaume II. C'est beaucoup à la fois.

L'Oeuvre:

La situation est extrêmement trouble en Espagne: mouvements régionalistes en Catalogne, inquiétude générale dans les milieux militaires et parmi les employés des services publics, agitation ouvrière et même paysanne en plusieurs provinces; dans les groupes politiques, malgré les vives sympathies personnelles qui entourent M. Dato, désarroi complet. Le roi s'est séparé d'un grand nombre des officiers de sa maison militaire; les sénateurs et députés catalans, réunis à Barcelone, réclament la convocation immédiate des Cortès, se réservant de procéder eux-mêmes à une réunion extra-gouvernementale du parlement, si le ministère ne leur donne satisfaction.

La Victoire (Gustave Hervé):

Les partis de gauche, dont le cœur est avec les Alliés, sont arrivés à se demander si l'heure n'était pas venue de former un bloc démocratique et national pour sauver ce qu'ils considèrent comme l'honneur et l'intérêt vital de leur pays; aujourd'hui, le bloc de mécontents comprend les libéraux qui suivent le comte de Romanonès, lequel fut démissionné, on s'en souvient, pour avoir voulu adresser un ultimatum trop énergique à l'Allemagne; il comprend les républicains du parti de Melquiades Alvarez, qui s'étaient ralliés à la monarchie avec l'espoir, aujourd'hui déçu, de l'orienter à gauche; il comprend les républicains du parti Leroux, le député de Barcelone, et enfin, les socialistes, dont le chef est Pablo Iglésias, un ardent ami de la France.

En même temps que le grand cataclysme européen creuse le fossé entre le bloc de gauche et les partis de droite, il a amené en Espagne une crise économique qui s'est traduite par une augmentation énorme du prix de la vie; d'où un

grand malaise dans la classe ouvrière, dont les plus puissantes corporations parlent de grève générale pour obtenir un relèvement des salaires. Il serait extraordinaire que la contagion de la Révolution russe n'ait pas dans tous les grands centres ouvriers fait naître d'immenses espérances de rénovation sociale.

Le Rappel:

La réunion des parlementaires catalans à Barcelone est un phénomène normal et qu'on pouvait prévoir à bon compte. Un peu partout dans le monde les aspirations nationalistes et régionales sont une des forces les plus agissantes de notre siècle. Il est naturel qu'elles aient tendance à se réaliser en se servant des embarras des gouvernements. C'est ce qui se passe en Russie, c'est ce qui se passe en Autriche. La Catalogne n'est pas une exception: elle confirme une règle presque universelle.

Qui sait si Alphonse XIII et ses ministres ne trouveront pas précisément dans la manifestation de Barcelone le moyen d'élargir et de renouveler la politique espagnole? Le malaise de l'Espagne est celui de beaucoup d'autres pays. Qui sait si la solution qui, selon les contrées, s'appelle régionaliste, fédéraliste ou décentralisatrice n'est pas celle qui soulagera aussi nos voisins? Là-dessus, les conservateurs espagnols ont une doctrine. C'est peut-être le moment de l'appliquer.

New-York Herald (Ed. de Paris):

La proposition de limiter les exportations vers les pays neutres contigus à l'Allemagne provoque de la satisfaction. Voici quelques opinions:

«New-York World»: Il ne sera pas permis plus longtemps aux pays neutres de compter sur les vivres américains pour boucher les vides causés par leurs fournitures à l'Allemagne. Celle-ci a provoqué la guerre dans ce domaine comme en tous autres et elle y sera battue comme partout ailleurs.

«New-York Times»: Nous n'avons pas de grain pour les neutres car notre excédent est déjà insuffisant pour alimenter les Alliés. Nous n'enverrons plus de nourriture pour le bétail, car elle passerait à l'ennemi.

Le Progrès de la Haute-Savoie (L. Charrière):

Si dès le début des hostilités les neutres avaient exercé une surveillance plus active de leurs frontières pour empêcher la contrebande au profit de nos ennemis, le problème économique se poserait sans doute avec moins d'acuité en cette troisième année de guerre.

On comprend que le «Genevois» et le «Journal de Genève» veuillent se défendre contre toute limitation de ravitaillement qui gêne si sérieusement la vie générale de leur pays, mais ils savent bien que si des mesures sévères sont prises par les Alliés et même par les Etat-Unis, c'est qu'une partie trop considérable de nos exportations chez les neutres a servi directement ou indirectement au ravitaillement des Boches.

Un grand journal américain, qui ne peut être taxé de parti pris contre Genève, le «New York Times», vient à ce sujet, de publier des documents extrêmement intéressants et qui sont à retenir.

Si arides que soient les chiffres ils ont néanmoins leur éloquence et je conseille à nos amis de Genève de les consulter.

Ils leur prouveront que le ravitaillement des Boches par les neutres n'est pas une légende et que si l'Allemagne a pu résister «économiquement» à la pression des Alliés, c'est que sa capacité de résistance lui a été fournie par les neutres et notamment par la Suède, la Hollande et la Suisse.

Si donc ces pays s'étaient abstenus de ravitailler l'Allemagne, comme c'était leur devoir de neutres, nos ennemis encerclés par le blocus, seraient aujourd'hui à la merci des Alliés et la guerre serait terminée.

Voilà la vérité, toute la vérité, rien que la vérité.

Le Temps:

Consentir à l'organisation, d'ailleurs forcément tendancieuse ou incomplète, d'un plébiscite pour trancher le principe du retour de l'Alsace-Lorraine à la patrie, ce serait renier tout le passé. La France n'a pas le droit vis-à-vis d'elle-même de permettre que l'on puisse supposer qu'en des circonstances et à des conditions déterminées, elle pourrait se résigner à l'abandon définitif des enfants qui lui furent violemment arrachés. Elle ne consentira pas à donner cette sanction aux abominables arrêtés de la force contre lesquels la nation entière n'a cessé de protester.

Il n'appartient pas aux révolutionnaires internationalistes de Stockholm, de Petrograd ou d'ailleurs de décider d'une question qui ne relève que de la conscience française. Quel que soit l'aspect sous lequel on veuille nous présenter la nécessité d'une consultation préalable, le plébiscite pour l'Alsace-Lorraine ne pourrait jamais être autre chose qu'un brutal reniement de l'épouvante protestation des représentants des provinces annexées devant l'Assemblée nationale de Bordeaux. Qui donc oserait assumer la responsabilité d'un tel reniement devant la nation?

La Liberté. — Les embarras de la Hollande (contre-amiral Degouy):

Il y avait bien eu, il y a une quinzaine de jours, un paquebot allemand capturé sur la côte de Hollande et un autre coulé par un sous-marin sur celle du Jutland, en dehors du barrage. Mais enfin la navigation continuait, vaillamment que vaillamment. L'amirauté y coupe court en déclarant zone interdite certaines portions de la mer du Nord, voisines du littoral du Jutland et de celui de la Néerlande, qui dépassent sensiblement de part et d'autre, le gisement du barrage établi en février dernier.

La vigoureuse détermination prise par le gouvernement anglais indique que l'on veut conduire la lutte maritime contre nos ennemis avec une rigueur que nous ne sonnaissions pas encore, et qu'on ne craint plus autant de porter atteinte aux prétendus «droits moraux» des neutres du Nord.

La Hollande a protesté: «Par où passeront désormais nos bateaux, dit-elle? Toutes les routes nous sont barrées!» Non pas. Il reste toujours celle du pas de Calais et même celle qui longe la côte d'Angleterre. Mais ces routes-là ne conduisent ni en Allemagne, ni dans les ports scandinaves d'où l'on réexpédie les cargaisons chez nos ennemis. Voilà qui est fâcheux, certes! mais pas pour nous.

ANGLETERRE

Times, 29.VI.17. — La défense de Londres.

M. Montagu of Beaulieu adresse à ce journal une lettre où il dit qu'en effet les populations même des villes non fortifiées ont connu de graves dangers dans une guerre comme celle-ci:

Nous avons aussi, dans cette guerre, bombardé des villes

derrière les lignes allemandes, et nous avons malheureusement tué des civils aussi bien que des militaires. Dans le cas de Londres, — sauf peut-être au centre de la cité même, — quelqu'un peut-il nier qu'elle est un centre important de production de munitions de guerre et défendue par des canons et d'autres méthodes? Elle est aussi le siège du gouvernement et capitale du Royaume-Uni. Le devoir du gouvernement est d'assurer sa complète défense.

... Nous devons agir en sorte que le gouvernement allemand réalise que chaque raid renforcera, au lieu d'affaiblir, notre volonté de remporter la victoire à n'importe quel prix.

Les seuls remèdes contre les bombardements aériens, actuellement et dans l'avenir sont les suivants :

1. Pendant la guerre, l'établissement aussitôt que possible d'une défense utile de tout genre contre les invasions et raids sur le Royaume-Uni.

2. Après la guerre, une convention internationale prohibant ou limitant le bombardement aérien des centres contenant une population civile.

Je crains que ce dernier plan ne soit quelque peu utopique, à en juger par l'expérience du passé en fait de conventions internationales à La Haye et ailleurs. Par conséquent, la défense de notre pays et de notre peuple par nos propres forces aériennes est le seul remède sérieux.

Westminster Gazette, 29.VI.17. — La récolte des pommes de terre en Hollande :

La légation britannique à La Haye a publié la déclaration suivante dans la presse hollandaise :

Dans le but de corriger des impressions erronées qui semblent exister, on juge utile de constater qu'aussi longtemps qu'il n'y a pas de pommes de terre importées en Allemagne, il n'existe aucune obligation pour la Hollande d'en exporter dans le Royaume-Uni. D'autre part, il faut se rappeler que, selon le contrat existant, avant que l'exportation des pommes de terre puisse se faire en Allemagne il est nécessaire qu'une certaine quantité convenue en soit exportée dans le Royaume-Uni. Il n'y a aucune stipulation en ce qui concerne la date d'une telle exportation ; il est seulement convenu qu'elle doit être antérieure à l'exportation en Allemagne.

On voit donc que le remède au manque de pommes de terre est entièrement aux mains des Hollandais intéressés, qui ne sont pas obligés d'envoyer leurs pommes de terre en Angleterre tant qu'ils n'ont pas l'intention d'en exporter en Allemagne.

Il convient d'insister sur le fait que tout le mal vient du désir des Hollandais de fournir des pommes de terre à l'Allemagne. L'Angleterre est et a toujours été prête à se tenir pour satisfaite, à condition que nulles pommes de terre ne soient vendues à l'Allemagne.

Morning Post, 29.VI.17. — La situation financière en Russie :

Il y a dix ans ou plus avant cette guerre, l'émission de papier en Russie dépassait à peine 2500 millions de francs. Après six mois de guerre, elle avait augmenté de 1,250,000 francs, mais plus tard, cette augmentation s'accéléra, et lorsque l'ancien régime tomba, il laissait 25 milliards de papier monnaie en dette flottante. Durant les trois mois du nouveau régime, 13,750 millions de francs furent ajoutés à cette émission de papier, et les choses continuent de la sorte, dans une proportion d'environ 1375 millions de francs par semaine.

La valeur d'achat de l'argent en Russie est tombé de 80 pour cent par suite de ces agissements mêmes et de quelques autres. Le change étranger n'est plus un critère certain, car il n'est maintenu dans la proportion actuelle que par des mesures draconiennes exceptionnelles, qui sont strictement exécutées. Le résultat de la situation est qu'une livre anglaise, si on peut la sortir de Russie, permettrait maintenant d'acquérir des marchandises d'une valeur de 11 sh. tandis qu'une livre dépensée en Russie ne procurerait de marchandises que pour une valeur de 4 sh.

... Le remède de l'ancien régime était d'imposer une prix fixe, appelé taxe, à tous les comestibles, ce qui avait pour résultat leur immédiate disparition du marché. Le nouveau régime a commencé à recourir à la même mesure désespérée. Par exemple un sac de pommes de terre, avant la

guerre, coûtait 1 sh. 6 d. Aujourd'hui, il coûte 2 £ 5 sh. et il faut le chercher comme une aiguille dans une meule de foin. Le gouvernement impose maintenant la soi-disant taxe pour fixer le prix d'un sac de pommes de terre à 2 £ 4 sh. seulement. Le résultat est exactement le même que celui observé sous l'ancien régime.

Morning Post, 30.VI.17. — La mentalité allemande.

Dans un récent discours, M. Lloyd George a dit que l'Angleterre entrerait en négociation avec une Allemagne démocratisée plus volontiers et avec moins d'arrière-pensée qu'avec une Allemagne impérialiste :

Nous n'avons pas grand espoir qu'un changement de gouvernement signifiât un changement de cœur du peuple allemand. Les Allemands sont tous dans la guerre jusqu'au cou. Ils y sont entrés, non pas obéissants, mais enthousiastes, non par mesure de défense, mais pour obtenir l'empire du monde. Même les socialistes allemands supportent allègrement la politique de guerre, et proclament que l'armée allemande est la plus démocratique de toutes les institutions allemandes. Le gouvernement allemand est populaire auprès du peuple allemand, parce qu'il est fidèle à ce que celui-ci regarde comme ses intérêts et reflète la mentalité germanique.

Si M. Lloyd George croit qu'un changement de système gouvernemental puisse changer la mentalité du germanisme, il ne connaît rien du peuple allemand. La peinture d'un peuple allemand entraîné dans la guerre par un gouvernement tyrannique et languissant après la délivrance du joug des Hohenzollern, est une pure blague. Aussi longtemps que la force allemande résistera, aussi longtemps l'Allemagne sera dangereuse pour le reste du monde. Et jusque là, il est futile de discuter les conditions de la paix, car, ainsi que nous le rappela récemment un premier ministre de New South Wales, il est absurde de vendre la peau de l'ours avant qu'il soit tué.

Parlant ensuite des colonies allemandes, le journal dit qu'elles présentent le plus grand intérêt pour les Alliés, plus d'intérêt même que pour les natifs qui, dans bien des cas, ont été absolument massacrés par les colons et les soldats allemands. C'est ainsi qu'en Afrique du Sud, il n'y a plus de natifs, mais, en revanche, l'avenir de ce pays est de la plus haute importance pour l'Afrique britannique tout entière, de même que l'avenir des colonies allemandes du Pacifique est important pour l'Australasie.

Nous ne sommes pas entrés en guerre dans un but de gain. Mais la providence et le sang de notre peuple nous a mis ces colonies en notre pouvoir. Nous devons veiller à ce qu'elles ne retournent jamais à l'Allemagne.

Manchester Guardian, 30.VI.17. — Graves accusations :

Le journal avait déjà cité le cas d'un homme qui entrerait dans la catégorie de ceux à qui leur conscience interdit de porter les armes, et qui fut maltraité rudement. Ils publient maintenant un écrit d'un autre réfractaire par motif de conscience, lettre transportée en secret par un ami, et qui raconte qu'il est emprisonné dans une sorte de puits, le sol étant couvert d'eau, dont il

n'est séparé que par deux planches. Il ajoute qu'il ne peut ni marcher, ni s'asseoir, et qu'il est sans abri contre le vent, la pluie et le soleil. Le journal ajoute :

Ceci sont de graves accusations; quoique certains puissent penser des réfractaires par motif de conscience, il n'y a personne qui voudrait que le renom de son pays fût souillé par des tortures délibérées et brutales du genre décrit... Il y a une autre question dans laquelle l'honneur du gouvernement est en jeu. On a donné les assurances les plus certaines qu'aucun réfractaire par conscience ne serait envoyé en France, où il serait en danger d'être fusillé pour refus de combattre. Cependant, il est hors de doute qu'un certain nombre d'hommes dont la sincérité est hors de question ont été récemment envoyés en France. Il n'est pas dit que le War Office ait quelque chose à faire soit avec les cas où des tortures furent infligées, soit avec ceux des réfractaires par motif de conscience envoyés en France. Mais le War Office est responsable de ses subordonnés... et son premier devoir est de sauvegarder les belles traditions de l'armée anglaise.

Manchester Guardian, 30.VI.17. — Le mark et le rouble.

On sait que la Banque impériale d'Allemagne a été obligée de réduire d'environ 100 millions de francs sa réserve d'or, au cours de la semaine dernière. Il s'agissait d'enrayer la chute de plus en plus rapide du mark. On se demande d'où provient cette baisse. Il faut se rappeler que l'Allemagne est obligée d'acheter des vivres et des matières premières à l'étranger, et qu'elle peut les payer soit par des échanges, soit en offrant des garanties, soit en faisant des emprunts à l'étranger, soit en exportant de l'or. Or, elle ne peut pas exporter beaucoup de produits. Elle a besoin pour elle-même de tout son acier, et les difficultés de transport rendent fort rare le charbon. Quant aux garanties que l'Allemagne peut encore donner, elles sont actuellement de peu de valeur. Obtenir des crédits, lever des emprunts étrangers, rencontrerait de graves difficultés :

L'Allemagne a dépensé plus de 400 millions en émettant des billets de la Banque impériale. Pour ces billets, pour un bien plus grand nombre d'effets, pour les dépôts et pour d'autres disponibilités flottantes, la réserve d'or constitue la vraie garantie... Affaiblir la réserve or, c'est menacer l'équilibre de tout le crédit.

Or cette réserve est, depuis la semaine dernière tombée au-dessous de la proportion habituelle, et chez un peuple qui réquisitionne pour les besoins militaires l'argent, et même le nickel, il n'est guère probable de voir l'or réaffluer dans la caisse impériale :

Mais il serait absurde de vouloir nier que le rouble souffre tout autant que le mark, et que les troubles financiers en Russie sont bien plus sérieux que ceux d'Allemagne. La valeur d'échange du rouble est aujourd'hui beaucoup au-dessous de la moitié de sa valeur normale, et elle décline constamment. La Russie a utilisé le papier monnaie très librement pour se procurer des fonds de guerre.

Lorsque la guerre a commencé il y avait environ 1,650 millions de roubles papier en circulation contre une

réserve de 1,600 millions. Le 14 juin il y avait environ huit fois plus de papier monnaie, abstraction faite d'autres dettes flottantes, tandis que la réserve d'or était descendue à 1,482 millions. Cet usage de la presse à imprimer a complètement dérangé la valeur d'échange du rouble, et a fait monter d'autant les prix à l'intérieur de la Russie... Le chaos financier est en train de ruiner le commerce à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur. Le paysan russe est revêché à échanger ses produits contre du papier monnaie, dont la valeur est très incertaine... Le gouvernement provisoire, à défaut d'autres ressources, utilise la presse à papier avec plus de désinvolture encore que son prédécesseur, et ce faisant, il augmente le mal. Il y a ici pour les Alliés le moyen de rendre un notable service à la Russie, — un service qui leur sera aussi avantageux qu'à la Russie elle-même.

Morning Post, 2.VI.17. — La Grèce et l'Italie :

L'existence de l'état de guerre entre la Grèce et les empires centraux n'a pas soulevé grand enthousiasme en Italie. « La Tribuna » salue la nouvelle avec scepticisme, mais avec une satisfaction formelle. Le nationaliste « Idea Nazionale » décrit la situation comme grotesque, et dit que M. Venizelos ne représente rien, et que conséquemment la responsabilité de ses actions demeure à l'Entente, et spécialement à la France. L'intervention grecque, continue l'organe des nationalistes, est une calamité pour l'Entente, et il dit que, comme l'intervention de la Serbie et de la Roumanie elle constitue un élément de faiblesse pour les Alliés.

Le « Giornale d'Italia » accuse M. Venizelos de jalousie envers l'Italie, d'aversion pour les Albanais, et d'éveiller la suspicion contre l'Italie tant chez les grandes que chez les petites nations. Sa décision de rompre avec les empires centraux est correcte et opportune, mais en pratique elle ne sera jamais de grand avantage, ni elle ne changera la situation dans la péninsule balkanique, comme elle l'aurait fait si l'intervention avait eu lieu avant que la Bulgarie n'en vahit la Serbie.

Manchester Guardian, 2.VII.17. — Le nouveau commandement en Palestine :

Le rappel de Sir Archibald Murray sera difficilement considéré comme une surprise. Les deux batailles devant Gaza et la longue halte ne sont pas les fruits que l'on attendait d'une marche à travers le désert. Le général Murray erra du côté des précautions, ce qui constitue une grave erreur en présence des Turcs. Le Turc est très heureux et très formidable quand on lui permet de s'enterrer; il s'effondre quand il est harrassé, qu'il n'a pas de repos, et qu'il est acculé à déployer des qualités d'initiative et de décision rapide. Sir Stanley Maude en a donné la preuve en Mésopotamie.

Sir Edmond Allenby, le nouveau commandant, a eu une grande expérience au front ouest. Il sait tout en ce qui concerne les derniers perfectionnements de la guerre de tranchée, et en même temps il a eu l'entraînement d'un officier de cavalerie. Sa tâche n'est pas facile. Les Turcs ont eu ample loisir de rendre leurs ouvrages extraordinairement forts, et leur tranquillité du côté russe leur a permis de concentrer des troupes sur le front de Palestine. Nous pensons qu'on aura tenu compte de ceci... Tous les retranchements turcs seraient rendus inutiles, si nous pouvions nous mouvoir librement sur mer... Si nous n'avons pas assez de moyens de transport à réserver à une telle entreprise, alors ce sera la preuve de la gravité formidable du handicap dont nos opérations militaires sont frappées par le sous-marins. Mais une stratégie prévoyante réfléchira avant de dire que nous n'avions pas de bateaux de disponible. Une décision rapide en Palestine serait une énorme économie en bateaux (pour ne pas parler des hommes) comparée au résultat d'une lutte prolongée.

Morning Post, 3.VII.17. — La révolution prochaine.

Dans le *Nineteenth Century and after*, le Dr Arthur Shadwell consacre une intéressante étude à ce qui se passera en Angleterre après la guerre. Il ne craint pas une révolution constitutionnelle, mais bien une révolution économique, car la guerre n'a pas adouci, mais, au contraire, envenimé les blessures.

Le pays est sur le bord d'un volcan industriel. L'intervention de l'Etat ne préviendra rien, car l'Etat n'est qu'un ou deux degrés moins suspect que les employeurs. Le conseil de M. Lloyd George au travail: « de l'audace et encore de l'audace », fut inutile, car il y aura plus d'audace qu'il ne le désirera. La triple alliance des mineurs, des cheminots et des ouvriers du transport; la croissance du syndicalisme; les réclamations du travail en faveur de plus de liberté et d'égalité, avec une action directe aussi bien que politique pour obtenir ce but, tout cela ce sont des caractéristiques de la manière dont les choses vont tourner. Avec, dans un avenir non éloigné, une majorité possible de travaillistes dans la maison des Communes, la première chose que le Dr Shadwell attend est l'abolition de la Chambre des Lords, puis la nationalisation des mines, chemins de fer, canaux, et probablement de la terre, qui sera suivie de changements dans l'éducation, d'une super-taxation, et de la suppression du « riche paresseux ».

Morning Post, 3.VII.17. — La faillite du blocus.

Dans un long article de fond, le journal rappelle comment, depuis longtemps, il a réclamé contre le blocus insuffisant. On lui ferma durement la bouche, et quand il fit mine de passer outre, les menaces ne manquèrent point.

La Hollande et le Danemark importent d'outre-mer leurs matières premières... et ils exportent leurs articles sous formes diverses. Nous leur avons permis d'importer les matières premières, mais nous n'avons pas été capables de contrôler l'exportation... Nous avons permis à la Hollande et au Danemark d'exporter de plus en plus de comestibles et de graisses en Allemagne, et de moins en moins dans notre pays... La Hollande, en 1913, exporta en Angleterre 214,184 tonnes de produits fermiers (beurre, fromage, œufs, viande et pommes de terre); en 1916, elle exporta en Angleterre seulement 22,932 tonnes. En 1913, elle exporta en Allemagne 227,177 tonnes, en 1916, 309,4766 tonnes... Le public a été grossièrement déçu... et le membre du Parlement (qui discute l'affaire) ressemble au vieux mari aveugle dans le conte de Chancer. Ses yeux ne sont ouverts que pour prouver combien grossièrement il peut être trompé.

D'autre part le gouvernement américain a tout simplement donné les statistiques des importations hollandaises et scandinaves en Allemagne, et il en résulte que l'Allemagne a tiré de ces seules ressources chaque année une quantité de vivres suffisante pour subvenir aux besoins de son armée entière du front ouest. Les graisses sont suffisantes pour une armée de 7,700,000 hommes, soit pour la totalité des effectifs allemands.

Voici quelques chiffres en tonnes métriques:

Beurre	82,600	Lait condensé	70,000
Viande	115,000	Poisson	407,000
Produits de charcuterie	68,800	Fromage	70,500
		Oeufs	46,400

Farine	179,500	Sucre	12,000
Café	58,500	Légumes	215,000
Fruits	74,000		

Si ces substances sont calculées au point de vue de leur valeur nutritive, et appliquées à la population tout entière, nous voyons qu'elles contiennent, pour chaque habitant de l'empire, 120 calories par jour.

Morning Post, 4.VII.17. — Troubles en Allemagne.

Vu les rations insuffisantes, il y a de nombreuses grèves dans divers centres industriels. Pour satisfaire aux exigences des ouvriers, les autorités sont obligées de réquisitionner les vivres à la campagne, où la situation est maintenant pire qu'en ville.

La municipalité annonce qu'un maximum d'une livre de pommes de terre par personne sera accordé dans la semaine allant du 2 au 9 juillet. La vieille récolte est complètement épuisée, et l'on ne peut pas attendre de pommes de terre nouvelles avant deux ou trois semaines.

Le nombre des personnes s'adressant aux cuisines communales grandit journellement, et monta la semaine dernière de 21,000 à 150,000, quoique 16,000 enfants aient été envoyés à la campagne.

A Stettin, le bruit courut qu'on vendait des pommes de terre à une puissance ennemie. Il en résulta une véritable émeute, dont les auteurs, au nombre de plus d'une centaine, ont passé en jugement le mois dernier.

A Dusseldorf, il y eut également des émeutes, et plusieurs personnes furent tuées ou blessées.

On rapporte que des scènes violentes ont eu lieu à Bockenheim, faubourg de Francfort-sur-Main, et grand centre manufacturier.

Pendant une semaine tout entière, Stettin a été en proie aux désordres.

Les *Neueste Nachrichten* de Munich racontent qu'un jeune éléphant a été récemment tué dans les abattoirs municipaux de Dresde, et que la chair a été vendue après être restée pendant trois semaines dans une glacière. Cette viande est devenue très populaire, et on la considère comme l'égale du bœuf.

Morning Post, 5.VII.17. — Le commerce allemand après la guerre:

L'Union économique allemande pour l'Amérique centrale et du sud, à son assemblée, hier, à Hambourg, sous la présidence de M. Dernburg, a adopté une résolution proposant la fondation d'une institution d'exportation et de banque, afin de servir d'intermédiaire dans la participation du capital allemand aux entreprises commerciales et de favoriser financièrement le commerce d'exportation allemand après la guerre, spécialement dans l'Amérique du centre, les Indes occidentales, le Far East et l'Australie.

Le capital sera constitué par de petites souscriptions, afin

d'intéresser le grand public, tandis que la Banque de l'empire elle-même se prépare à soutenir l'entreprise. Les premières démarches en vue de la fondation de la nouvelle banque vont être faites prochainement.

En terminant son discours, M. Dernburg exprime la conviction que l'Allemagne approchait de la fin de la guerre mondiale, et qu'elle devait tendre à la paix, mais bien entendu vers une paix par négociations et non vers une paix dictée. En ce qui concernait le commerce d'exportation, il fallait demander la porte ouverte, et soit pour l'exportation, soit pour l'importation, la mer ouverte, libérée de la domination britannique. Des conventions internationales seront nécessaires pour le commerce d'exportation allemand.

Morning Post, 6.VII.17. — Le comte Karolyi et la paix.

En constituant un nouveau cabinet, dont il refusa du reste de faire partie, le comte Karolyi est devenu peut-être l'homme le plus populaire de son pays. Parlant à une réunion féministe, il a dit, entre autres :

Je refuse d'accepter la théorie qu'il n'y a qu'un patriotisme, qui considère qu'un pays ne peut être défendu que par l'épée, et qu'une nation peut seulement atteindre sa grandeur par la force des armes... Nous déclarons que nous prétendons avoir une telle paix, qui prévienne la résurrection du militarisme et de la réaction armée. Nous voulons défendre notre pays contre une agression si, à l'avenir,

il se trouve en danger, mais nous protestons de toutes nos forces contre le fait d'être entraîné dans des entreprises aventureuses et contre la tendance de contrecarrer nos efforts à trouver de tels principes qu'ils nous rendent capables d'assumer une paix permanente.

Il semble bien que M. Karolyi est entraîné de devenir le pouvoir occulte derrière le gouvernement, et qu'il exercera une influence très avantageuse sur la politique future du nouveau régime. Il est également évident que le comte Karolyi, en refusant d'entrer dans le cabinet, a non seulement obtenu le contrôle de celui-ci, mais encore reçu de la nation un mandat tel qu'il n'en fut jamais donné à aucun politicien depuis Louis Kossuth.

Il est plus que certain qu'après la dissolution du Département, les nouvelles élections, en septembre ou octobre, donneront au comte Karolyi une majorité écrasante dans la Chambre basse. Il est très probable qu'il attend cette occasion pour entrer dans le cabinet comme président et pour jouer le rôle de représentant principal de la Hongrie lorsque commenceront les négociations de paix. Toutes les nations qui voient en la démocratie un des résultats de la guerre, et qui espèrent de voir le militarisme écrasé pour jamais dans les empires centraux, peuvent envisager avec confiance l'arrivée du comte Karolyi.

ALLEMAGNE

Die Glocke, No 12, 23.VI.17. — La crise espagnole, par Heinrich Cunow :

Après avoir passé en revue les derniers ministères qui se sont succédés au pouvoir et après avoir minutieusement décrit les conditions politiques de l'Espagne, l'auteur certifie que le motif de la retraite de M. Garcia Prietos doit être cherché dans les menées guerrières de certains partis et non pas dans des dissensions intérieures de l'armée espagnole comme l'a fait croire une partie de la presse :

Après six semaines de pouvoir, Prietos s'est retiré et a fait place à Dato au fauteuil présidentiel. La durée des fonctions de ce dernier sera-t-elle plus longue ? Certainement, car bien que Dato n'ait rien d'un germanophile il est certain que le maintien de la neutralité est nécessaire dans l'intérêt politique de l'Espagne, mais sa situation est très instable. Il n'a aucune majorité au parlement et on doit douter qu'une dissolution de la Chambre la lui procurerait. Il doit donc s'appuyer sur les groupes libéraux ; Romanones lui refusera son appui s'il n'obtient pas des garanties. D'autre part, si Dato fait des avances à Romanones, on peut admettre qu'il aura Maura contre lui, car bien que Maura soit acquis à la culture française il craint que la victoire de l'Entente ne signifie l'asservissement total de l'Afrique nord-ouest par la France et la suprématie maritime dictatoriale de l'Angleterre dans la Méditerranée. Le but de ses visées de politique nationale réside en outre dans la possibilité de mettre le nord du Maroc et Gibraltar en possession de l'Espagne. De plus il tend vers une union plus étroite entre les anciennes colonies espagnoles de l'Amérique du Sud et la mère-patrie ; pour ce motif il ne désire en aucun cas que l'influence de l'Union nord-américaine se renforce dans l'Amérique du Sud espagnole.

Il subsiste en Espagne une tension dangereuse. Ententistes et Neutralistes s'observent prêts au combat — et des

incidents secondaires peuvent provoquer d'importantes détermination.

Deutsche Korrespondenz No 30, 1.VII.17. — Les buts de guerre de la « National Review » (Joachim Kühn) :

On peut voir dans la récente « National Review », par un article du publiciste anglais bien connu L.-J. Maxse qui en est l'éditeur, quels sont les buts de guerre et quelle conception du monde possèdent actuellement certains cerveaux. La « National Review » exige préalablement à tout pour parler de paix le retrait des troupes allemandes derrière le Rhin ainsi que l'évacuation de la Courlande, de la Lithuanie, de la Pologne, de la Serbie, du Monténégro et de la Roumanie ; outre cela, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie devraient donner des garanties pour leurs bonnes dispositions futures et communiquer aux puissances de l'Entente le programme de leurs flottes. Pour la paix elle-même il faut tenir compte des douze conditions suivantes : 1. Aucune paix avec les Hohenzollern ; 2. Complet dédommagement moral, matériel et financier par l'Allemagne de tous les pays ayant subi des dommages, Belgique et empire britannique inclus ; 3. Restitution à leurs légitimes propriétaires de tous territoires occupés par les Allemands, y compris l'Alsace-Lorraine ; 4. Aucune restitution d'un territoire quelconque où il se trouve, délivré de la domination allemande pendant la guerre ; 5. Puniton sévère de tous les coupables allemands, et de tous les coupables princiérs pour les actions commises par eux pendant la guerre ; 6. Précautions stratégiques contre de futures attaques allemandes y compris l'internationalisation du canal de Kiel ; 7. Répartition de la flotte allemande entre les divers pays de l'Entente de telle façon que les plus petites puissances maritimes obtiennent la plus grande partie de la flotte ; 8. Redition de la flotte de commerce allemande comme compensation partielle pour la guerre sous-marine à outrance ; 9. « Déprussianisation » de l'empire allemand et interdiction à un Prussien de devenir

empereur d'Allemagne; 10. L'Entente se réserve de poser d'autres conditions de guerre pour obtenir son but capital, la destruction du militarisme prussien; 11. Aucune clause secrète ou convention non officielle de n'importe quelle nature, aussi bien en ce qui concerne les traités de commerce que les mariages entre dynasties; 12. Les chiffons de papier munis de la signature de l'Allemagne n'ayant aucune valeur, les puissances de l'Entente doivent se réserver de pouvoir liquider de telle manière qui leur conviendra n'importe quel différent non prévu. Maxse ajoute à cela que si l'Entente obtenait moins dans l'un ou l'autre des domaines sus-mentionnés, cela entraînerait irrévocablement le renouvellement de la lutte contre la culture et la civilisation, sitôt que le boche se sentirait un peu plus fort que son voisin; le public anglais ne doit pas s'embarrasser de la considération qu'il vend la peau de l'ours avant de l'avoir tué, mais qu'il doit s'armer à temps contre une diplomatie trop descendante. « Sipienti sat! »

Münchener Neueste Nachrichten, 2.VII.17. — Le vassal classique de l'Entente (à propos de la rupture des relations diplomatiques entre la Grèce et les centraux):

Pour les gens d'honneur la façon d'agir de M. Venizelos est une canaillerie telle qu'on n'en saurait concevoir de plus infâme, car il faut que le peuple hellène déjà suffisamment éprouvé, qu'il a trahi et vendu à l'Entente, paie de son sang la satisfaction de son avidité de pouvoir. Il faut que l'Entente soit bien mal en point pour en être réduite à augmenter ses moyens d'action dans les balkans par de tels coups d'échec. Le nouveau vassal qu'elle s'est acquis ne pourra pas davantage lui procurer la victoire que ceux qui se sont déjà sacrifiés pour elle.

Frankfurter Zeitung, 3.VII.17. — La Grèce et ses anges gardiens:

La rupture des relations avec l'Allemagne et ses alliés n'a produit aucun effet; Venizelos était allé déjà trop loin à Salonique par sa déclaration de guerre. Quant au projet de mettre dans l'espace de trois mois une armée régulière grecque en campagne contre les puissances centrale, l'Entente n'y croit pas trop malgré toutes les belles paroles de Venizelos. Il sait très exactement que le roi Constantin jouit de la plus grande popularité précisément dans l'armée où les souvenirs des dernières guerres balkaniques sont encore vivaces et que l'armée qui a été conduite de force dans le Péloponaise est restée dans sa majorité fidèle au roi.

Münchener Neueste Nachrichten, 3.VII.17. — La nouvelle offensive russe:

C'est une décision grosse de conséquence que les Russes tentent actuellement de provoquer. Actions et réactions se suivront et les Russes ne devront s'en prendre qu'à eux-mêmes si leur nouvelle attaque avait de tout autres conséquences que celles que leur ont montré leurs alliés anglais. La spéculation sur une faiblesse supposée du front allemand et austro-hongrois est totalement fautive; au contraire l'on peut très bien admettre que les Russes, en échouant dans leur assaut insensé, perdront des positions qui étaient relativement favorables pour eux.

Kölnische Zeitung, 3.VII.17. — Guerre à la guerre.

C'est ainsi que de tous côtés s'expriment ceux que la longueur de la guerre éprouve de plus en plus.

Et si il se trouve vraiment chez nous des gens qui aspirent à une démocratisation de notre administration d'état, croyant ainsi préparer un accord avec l'étranger, ils font totalement erreur. Nous pourrions nous démocratiser jus-

qu'au bout des ongles; malgré cela nos adversaires auraient néanmoins encore toutes sortes de prétentions et ne seraient satisfaits que lorsque nous nous serions pliés à toutes leurs volontés. On est très attentif au dehors à tous bruits faisant supposer que commencerait chez nous la décomposition qui doit atteindre notre ressort vital.

Tägliche Rundschau, 3.VII.17. — La guerre maritime en juin 1917 (par le capitaine de marine v. Pristau):

Le cinquième mois de la guerre sous-marine renforcée a provoqué une désagréable surprise chez nos ennemis. Notre butin de mai étant resté inférieur de 220,000 tonnes aux résultats d'avril, ils ont publié avec le tam-tam habituel, peut-être le croyaient-ils vraiment eux-mêmes — que la guerre sous-marine avait déjà dépassé son point culminant et que son résultat négatif final pouvait être envisagé avec une certitude absolue. Il apparaît maintenant que les résultats de juin accusent une augmentation très marquée par rapport à mai, peut-être atteindront-ils presque le chiffre-record d'avril. De ce fait s'écroulent lamentablement les châteaux de cartes édiifiés par nos ennemis sur le mensonge ou l'illusion.

L'auteur dit que les pertes allemandes en sous-marins ne sont pas plus fortes pendant le mois de juin et que le chiffre des constructions nouvelles dépasse celui des pertes. Chaque unité en service fait aussi plus de travail qu'au début; avant que le gros de l'armée américaine ne puisse traverser l'océan, l'Allemagne aura gagné la guerre grâce à ses sous-marins.

Norddeutsche Allgemeine Zeitung, 4.VII.17. — L'Alsace-Lorraine et l'Angleterre:

Le même appel dont l'Angleterre s'est servi pour pousser la France à la guerre — l'Alsace-Lorraine — lui sert maintenant pour l'éloigner de la paix. Il est notoire que la France, dans sa prétention à la restitution des provinces perdues, en a expressément appelé à l'approbation de l'Angleterre. Ces derniers temps la presse anglaise se complait dans des considérations historiques et de droit des gens concernant la situation de l'Alsace-Lorraine vis-à-vis de la France, fait qui est surtout intéressant parce qu'il est très distinctement mis en valeur pour la Russie.

Berliner Tageblatt, 4.VII.17. — Le rétablissement du trône Mandchou (conseiller secret de l'amirauté A. Schrameier):

Il est à présumer que la question d'une déclaration de guerre à l'Allemagne sera négligée bien qu'il est à supposer que nos adversaires ne suspendront pas leurs efforts en ce sens. Mais la perspective d'une déclaration de guerre est sensiblement plus faible qu'il y a quelques mois. Les Chinois ont actuellement mieux à faire que de s'occuper d'une question, dès le début antipathique à la grande majorité; d'ailleurs le prestige américain a subi une sérieuse atteinte en raison du développement des événements.

... L'observateur impartial doit constater que la forme du gouvernement républicain, si bonne soit-elle en d'autres pays, a subi un échec en Chine. A la suite des derniers événements, nous Allemands, sommes en droit (en tant qu'il s'agit de mesures hostiles à l'Allemagne) d'envisager le développement des choses avec plus de confiance bien que, naturellement, le danger ne soit pas tout à fait écarté.

Hamburger Fremdenblatt, 4.VII.17. — Contre le travail de l'Entente en Chine:

Comme nous le laissons prévoir avec conviction déjà hier, le travail sous-terrain de l'Entente contre le nouvel état de choses en Chine se poursuit rapidement. Nous trouvons dans la presse anglaise des appréciations contre le nouvel empire, représentant celui-ci, dès son début, comme ne répondant pas à la majorité des sentiments populaires. Si des luttes intérieures et des troubles éclatent principalement dans la Chine du sud, conséquence du travail surnois des émissaires de l'Entente, on les mettra sans doute sur le compte de ceux qui ont créé le nouvel état de choses. Comme en Grèce, l'Entente aura le motif désiré pour intervenir et sauver la Constitution et les droits du peuple et s'attacher, en le convoquant, le parlement chinois à lui inféoder. Mais nous sommes persuadés que non seulement le parti militaire mais la majorité des gouverneurs civils ont acquisé au rétablissement de la puissance impériale et que jusqu'ici cela s'est effectué d'accord avec la population.

La *Frankfurter Zeitung* paraît à nouveau avec un éditorial depuis le 5 courant. Motif de la suppression: Difficultés avec la censure préventive des journaux.

Frankfurter Zeitung, 5.VII.17. La résurrection de Boselli:

Ainsi les anciens hommes et le très vieux Boselli restent au pouvoir et la seule consolation qu'a pu s'offrir l'opposition désarmée a consisté en la procédure secrète de Montecitorio: du nouveau vin aurait été versé dans de vieilles outres. Nous sommes plus sceptiques et nous ne croyons pas à un pareil miracle. Un seul changement nous paraît s'être produit dans le cabinet. On ne peut dorénavant plus parler d'un triumvirat Boselli-Bissolati-Sonnino; Sonnino est devenu dictateur absolu. Il peut faire ce qu'il veut; il sait qu'il possède un monopole du fait qu'aucun autre homme d'état ne jouit du crédit nécessaire pour diriger la Consulta.

Vossische Zeitung, 5.VII. 17. — Les troubles à Amsterdam, par Oskar E. Schweriner:

L'auteur certifie que les troubles qui ont éclatés dans cette ville anti-allemande ne sont pas de nature économique — il ne faut pas y voir le manque de pommes de terre — mais qu'ils ont bien une origine politique. Sans cela d'autres parties de la Hollande auraient également connu des crises semblables.

Surtout dans les classes cultivées, beaucoup de Hollandais sont convaincus que l'Angleterre emploiera tous moyens pour entraîner tôt ou tard la Hollande dans la guerre. Parmi les moyens pacifiques que l'Anglais pourrait peut-être employer pour arriver à ses fins on cite couramment le blocus extérieur, excitations intérieures, l'Angleterre a commencé son œuvre.

Berliner Tageblatt, 5.VII.17. — La nouvelle offensive russe, par le lieutenant-général a. d. baron v. Ardenne.

Il est surprenant que malgré tout, l'Angleterre ait trouvé le moyen de pousser l'armée russe à l'offensive et pour l'instant c'est le secret de sir Buchanan.

Il reste à savoir premièrement dans quelle mesure l'armée russe du front a pu être gagnée à une offensive sérieuse et jusqu'à quel point elle résistera aux aspirations pacifistes

opposées du peuple russe. Il est clair pourtant que, par exemple, le nombreux parti du chef socialiste Lénine s'attachera comme un boulet de plomb à l'éperon guerrier. Si comme le projette ce parti, le gouvernement provisoire venait à être renversé, la situation serait modifiée totalement d'un coup.

Tägliche Rundschau, 6.VII.17. — Désillusions et apparitions en France:

Le plus grave est que le poison de la lassitude de la guerre est communiqué à l'arrière par les nombreux permissionnaires arrivant du front, que les soldats revenant de permission et retournant au front rapportent là-bas les impressions pitoyables de la maison et de Paris et qu'ils contribuent ainsi à propager le « cafard » dans les tranchées. Tous les journaux sont scandalisés par la propagande sans vergogne pour la paix — payée par Bethmann naturellement suivant les appréciations françaises — ; ce qui caractérise la liberté idéale prônée par Wilson dans la république, c'est que les maîtres du jour ne connaissent qu'un moyen pour combattre les aspirations de paix: poursuites judiciaires et incarcération de tous les citoyens qui osent songer à la fin de la guerre, partant, étranglement pur et simple des journaux qui osent dire la vérité sur ce sujet.

C'est pour combattre les nombreuses illusions entretenues dans le peuple par le gouvernement que s'est fondée la « Ligue républicaine » qui défend ses idées dans son nouveau journal *Le Pays*.

Même si Caillaux était ou devait devenir le chef de ce groupe cela ne signifierait pas encore la fin de la guerre, car en 1914 déjà Caillaux dans une lettre ouverte à ses électeurs a parlé des « frontières naturelles » de la France et la « Ligue républicaine » exige aujourd'hui la restitution de l'Alsace-Lorraine. Le nouveau parti veut certainement mettre à profit le mécontentement général et la surexcitation nerveuse — mais premièrement dans la politique intérieure et au parlement seulement, dans l'intérêt des affaires de ses fondateurs et dirigeants.

Münchener Neueste Nachrichten, 7.VII.17. — Changement de système?

Un changement de chancelier pendant la guerre serait certainement difficile à effectuer en raison de la répercussion à l'étranger. Mais l'orage qui menace d'éclater dans la grande commission pourrait avoir beaucoup de bons résultats s'il réussissait à provoquer le passage d'une politique de tâtonnements à une politique d'action.

Vossische Zeitung, 7.VII.17. — Changement de système?

Après les pourparlers avec les chefs de partis, le gouvernement savait parfaitement comme on l'a déjà dit, que l'état aigu où en sont les choses, nécessite une rapide intervention. Mais par la manière remarquable avec laquelle les hommes de notre gouvernement suivent les exigences en trainards, ils se sont fiés cette fois encore sur le temps, aussi bien en ce qui concerne la politique extérieure que la politique intérieure.

Nous avons déjà dit l'importance que nous attachons à la nouvelle orientation, mais les exigences de la politique extérieure sont bien plus pressantes encore. Le Reichstag doit donc se convaincre que le seul moyen dont il dispose pour faire valoir son influence politique consiste à changer le système de gouvernement pratiqué jusqu'ici.

Berliner Tageblatt, 7.VII.17. — Des paroles à l'action, par le Dr Bernhard Dernburg :

L'Allemagne ne poursuit aucun but impérialiste comme le prétend nos ennemis, tenant ainsi en échec les désirs d'arrangements de leurs grandes minorités et entretenant l'ardeur belliqueuse des peuples égarés. Il n'y a qu'un moyen de faire opposition à ces prétentions en s'unissant tous et en donnant la parole à ceux que tout le monde sait ne pas prôner ce programme, soit avant tout le peuple allemand, et le sens de la nouvelle orientation consiste à lui permettre de prendre une part active à la politique allemande.

Frankfurter Zeitung, 8.VII.17. — Oscillations dans la politique austro-hongroise :

Le gouvernement actuel n'est après tout pas qualifié pour faire la paix, puisqu'il n'est absolument pas politique. Il est d'autant plus nécessaire qu'un gouvernement politique se constitue à nouveau qui conduise avec force et adresse les grandes questions autrichiennes. Après que l'on a jonglé jusqu'à ce que le radicalisme national se risque à relever la tête de façon menaçante et inquiétante, sa tâche ne sera pas des plus faciles.

ITALIE

L'Idée nazionale, 29.VI.17. — De Salonique à Athènes. — Paroles et actes de M. Venizelos :

Les protestations furibondes de Venizelos, de ses disciples et de ses organes, au sujet de l'occupation italienne de l'Épire du Nord, pourraient peut-être se justifier, si elles n'étaient suivies de démonstrations et de déclarations de jubilation pour l'occupation française de Prevesa. La France et l'Italie agissent militairement en Grèce au même titre et avec les mêmes droits, de puissances belligérantes. Et les convulsions venizelistes pour les attentats à l'indépendance hellénique que l'on voudrait attribuer aux Italiens, ont perdu toute valeur et toute signification le jour où Venizelos n'a pas hésité à se servir des forces militaires étrangères, et surtout françaises, pour rétablir son propre pouvoir en Grèce. (Censure.)

L'Idée nazionale, 30.VI.17. — Outre Venizelos :

Que veut-on faire de la Grèce? Quel rôle veut-on faire représenter à ce pauvre Venizelos que l'on rétablit à Athènes en employant les méthodes des petits tyrans détrônés des temps passés, et l'apparat qui accompagnait les anciennes restaurations?

Nous voudrions que toutes ces énigmes fussent dévoilées une fois pour toutes, de la part surtout de ces journalistes français et anglais qui promettent déjà à la nouvelle Grèce — après en avoir préparé l'instauration — les plus friandes compensations.

La Tribuna, 30.VI.17. — Le retour de Venizelos (Rastignac) :

Nous ne pouvons feindre d'ignorer l'œuvre qui, par un étrange assemblage d'éléments, a été accomplie, pendant les dix-huit derniers mois à Salonique, au préjudice du nom italien, malgré le sang italien versé en Macédoine; si même nous voulions feindre l'ignorance, les derniers bulletins d'une certaine agence de Salonique, publiés à Genève, ne nous le permettraient pas. Notre désir de savoir si, en cas de rappel des troupes, l'œuvre entamée contre l'Italie à Salonique, se poursuivrait ailleurs et sous une autre forme, est donc plus que légitime.

Il y a du trouble en Macédoine et il peut y en avoir demain dans l'Épire; voilà la sensation que nous avons tous en Italie dans toutes les sphères, et nous voudrions que cette obscurité fut dissipée.

Nous n'avons pas besoin d'envenimer ou de compliquer aucune question. Pour notre propre bien et pour celui de l'Entente, toutes les questions doivent être élucidées et simplifiées. Et, à cet effet, nous voudrions attirer l'attention du commandement français à Salonique et celle de la presse alliée à Paris, afin que d'une part l'on agisse avec plus de pondération et d'autre part l'on revienne à une littérature plus modérée.

Avanti, 30.VI.17. — La Chine et la guerre européenne (G. Bossoni) :

Les Chinois se préoccupent en réalité fort peu de la lutte entre la Kultur allemande et la Civilisation latine, et leur indifférence ne s'est même pas démentie en lisant les épisodes macabres des gaz asphyxiants. Si, pour nous, il est désormais reconnu que l'Europe est divisée en deux parties bien distinctes: celle possédée par l'Entente autour de qui... rayonne la civilisation et le progrès, et l'autre, représentée par les Empires centraux barbares, et encore en plein moyen-âge, il n'y a malheureusement pour les Chinois qu'une seule Europe: celle des européens, qui — selon eux, bien entendu — se valent.

...La Chine finira-t-elle par déclarer la guerre à l'Allemagne? Tout le fait prévoir, car à Pékin, à Londres et à Paris, on a tout intérêt à pousser la Chine sur la pente suivie par les Etats-Unis.

L'Idée nazionale, 1.VII.17. — La rupture entre Venizelos et l'Allemagne. Grottesques. (Dessins) :

L'intervention grecque, qui se réduit simplement à la déclaration de guerre de la Grèce aux Empires centraux sans que cette déclaration puisse être soutenue par une action militaire (Venizelos ni la Grèce n'ayant une armée), représente une calamité pour l'Entente, un aggravement sérieux de la situation militaire sur le front de Salonique, que le général Sarrail ne devrait pas ignorer, s'il agissait dans ce secteur dans l'intérêt collectif de la Quadruple.

Une Grèce en guerre ouverte avec l'Allemagne signifie un pays désarmé à la merci de l'Allemagne et que la Quadruple devra défendre, si le commandement bulgare-allemand se décide à attaquer ses frontières. Comme la Serbie et la Roumanie, la Grèce constitue un élément de faiblesse pour l'Entente, un poids grave et absolument passif dans son bilan militaire.

Corriere della Sera, 1.VII.17. — Le vote pour la concorde :

A l'ouverture des battants de Montecitorio, une seule nouveauté a été remarquée: le tapage insolent des groupes giolittiens; ils ont cru pouvoir crier et vociférer contre tous ceux qui voulurent la guerre; ils croient pouvoir commander impunément à la Chambre et au dehors, comme si le passé pouvait être détruit, comme si le présent ne confirmait, heure après heure, que la haine et le parti-pris surpassent de beaucoup en eux le médiocre patriotisme et la compréhension superficielle des grands faits qui composent l'histoire de ces dernières années.

La Tribuna, 1.VII.17. — L'état de guerre en Grèce :

La rupture des rapports diplomatiques et le départ des représentants des empires centraux ne représentent un progrès, que sous un point de vue purement formel. En substance, la Grèce ne peut apporter aux Alliés ni une contribution effective, ni rien de nouveau dans la situation, qui demeure à peu près telle qu'auparavant. C'est donc avec un esprit plutôt sceptique, bien qu'avec une certaine satis-

faction, que ce nouvel état de guerre doit être accueilli. On ignore encore jusqu'à quel point la fusion du double gouvernement a pu être effectuée par Venizelos et si elle correspond réellement en Grèce à une véritable union des partis. On annonçait, l'autre jour, que dans le Pénapolèse, un général de l'ancien régime se proposait de prendre en mains les rênes du mouvement des réservistes, réfugiés dans cette localité, pour marcher, à travers l'isthme de Corinthe contre le venizelisme installé à Athènes grâce à l'appui des armes des Alliés. Et à Athènes même, Venizelos fut accueilli à son retour, par les cris de « Vive le Kaiser ! » « Vive Mackensen ! » L'isthme a dû être occupé et les carrefours d'Athènes protégés par les mitrailleuses alliées. Ces signes ne sont guère réconfortants.

Corriere della Sera, 2.VII.17. — Une paix prompte :

Nous avons eu à la Chambre et par la voix du député Turati la reprise de l'Internationale qui avait été mise en quarantaine à la suite du scandale Hoffmann-Grimm. Il ne lui reste plus qu'à nous expliquer si pour franchir les limites qui nous séparent de la paix, nous devons discuter le programme de Bethmann-Hollweg et de Seidler, ou celui du compagnon Scheidemann !

La paix prompte ! Qui ne la veut ? N'est-il pas encore temps que ces monopolisateurs de l'horreur des carnages déposent leur attitude d'exclusivité morale et sentimentale ? La guerre pèse sur tout le monde et exige des sacrifices de tout genre. Il n'y a aucune famille qui ne craigne pour la vie de quelqu'un. Il n'y a personne — si l'on excepte quelques spéculateurs électoraux et quelques fournisseurs militaires — qui n'invoque la fin prochaine de cette boucherie. Mais à quel prix ?

Lloyd George, dans son énergique discours à Glasgow l'a bien dit : « Si la guerre terminait une seule minute trop tôt, la paix serait le plus terrible désastre qui eut jamais frappé l'humanité ». Voilà la vérité qui fait frémir, soutient et épeuronne.

L'Idée nazionale, 3.VII.17. — L'Autriche voudrait échanger les prisonniers :

Les journaux autrichiens publient un communiqué officiel, dans lequel on affirme que le « Gouvernement avait proposé aux Etats ennemis un échange de prisonniers, mais que ceux-ci se sont montrés indifférents à cette proposition. »

C'est la seule réponse que la proposition autrichienne méritait. On peut, en effet, deviner facilement le but secret de ce nouveau geste, quand on pense que parmi les prisonniers autrichiens, il y a beaucoup d'Italiens irredenti qui ont déserté les rangs de l'odieux oppresseur pour hâter leur jonction à la patrie.

Si l'Italie avait accepté cette proposition, les bourreaux de l'Empire auraient eu immédiatement beaucoup à faire.

L'Idée nazionale, 4.VII.17. — Les premiers résultats de l'offensive russe en Galicie :

... Ces nouvelles sont accueillies avec une sincère satisfaction par les Alliés ; mais comme elles surpassent l'attente que les événements intérieurs de la Russie sembleraient justifier et qu'elles sont en opposition avec les chroniques persistantes de ces mêmes événements, on comprend aisément que personne ne puisse surmonter un sentiment de doute peureux, en les entendant.

Cela est préférable et vaut mieux qu'une crédulité trop facile qui pourrait être suivie d'un amer réveil.

Attendons donc et souhaitons que le bon exemple donné par les armées qui ont combattu vaillamment à Brzesany, et dont la tâche a été facilitée par l'offensive italienne, soit suivie au Nord du Pripet et sur le Danube par de dignes émules.

Corriere della Sera, 4.VII.17. — De nouveau avec l'Europe :

... Nous ignorons quel effet immédiat aura l'offensive de Broussilof parce que nous ne savons pas jusqu'à quel point la préparation qu'une importante action exige, a pu être rétablie ; de quelles réserves et de quels moyens on dispose pour la continuer. Mais nous savons que le bombardement en Galicie fait crouler plus d'une illusion à Vienne et à Berlin, et qu'aujourd'hui la Russie révolutionnaire combat mieux qu'avec des théories et des sophismes contre les forces tenaces du vieux monde ; elle combat avec une force vivante, avec sa volonté, son sang et son courage. Maintenant la révolution russe commence à ressembler véritablement à la révolution française.

Il Secolo, 6.VII.17. — Curiosité :

On demande : Pourquoi le neutralisme italien n'a-t-il pas encore désigné à l'exécration des compagnons, ces ministres socialistes de la Russie qui partagent avec Kerenski la responsabilité de l'ordre donné à l'armée de marcher contre l'ennemi ? C'étaient des zimmerwaldiens, arrivés au pouvoir avec un programme paciériste. Ils ont commencé cependant, par approuver l'expulsion de Grimm ; ils ont consenti ensuite à l'offensive de Broussilof ; et maintenant ils finissent par faire arrêter, dans les rues de Petrograd, les citoyens qui protestent contre la guerre.

L'Idée nazionale, 6.VII.17. — Les conditions de paix de la Maçonnerie internationale :

La maçonnerie internationale qui s'est préoccupée d'élaborer une véritable constitution législative de la future « Société des Nations », a oublié qu'outre l'Alsace-Lorraine, la Pologne, la Bohême, il existe un problème de revendications italiennes pour lequel l'Italie est entrée en guerre et que cette guerre continue depuis deux ans avec une parfaite égalité de sacrifices et de compensations entre les nations alliées.

La maçonnerie internationale, en effet, n'a ni prévu ni résolu la question des terres italiennes assujetties à l'Autriche, Trente et Trieste, l'Istrie et la Dalmatie, sont confondues génériquement avec toutes les nationalités opprimées actuellement par les Habsburg et on demande qu'elles expriment par un plébiscite à quel Etat elles veulent être unifiées.

Ce qu'il y a de monstrueux, c'est que deux personnages importants de la maçonnerie italienne : Nathan et Ferrari, ont participé par leur intervention et que leur vote à cette délibération de la maçonnerie internationale.

... Ainsi, comme dans la proclamation des « Fabian » anglais, du socialiste Branting à Stockholm, l'Italie n'y est pas. L'Italie n'existe pas. L'Italie est entrée en lice pour le droit des autres, pour les revendications des autres. Quant à ses droits et à ses revendications, l'Italie ne peut prétendre de les conquérir, comme elle le fait, par le sang de ses armées et le sacrifice de toute la nation ; parce que l'avenir de Trente et de Trieste, de l'Istrie et de la Dalmatie, devra être déterminé par le plébiscite.

Avanti, 7.VII.17. — Les buts de guerre et la maçonnerie.

Les délibérations prises et approuvées au Congrès parisien de la maçonnerie alliée et neutre, ont soulevé dans le champ nationaliste de l'agitation et de vives dissensions dans les rangs de l'Union nationale ; pour peu que cela dure, nous verrons l'Union sacrée se transformer en un enfer d'après contestations, de paroles enflammées... et peut-être même de coups de poing.

RUSSIE

Rabotchaïa Gazeta:

Les promesses faites par la Russie aux Alliés et par les Alliés à la Russie, les exigences envers l'ennemi, l'accord de faire la paix à certaines conditions — voilà par quoi se caractérise notre situation vis-à-vis du gouvernement qui mène la guerre. Mais toutes ces conditions dans leur ensemble forment ce qu'on appelle la politique extérieure.

Le caractère de la guerre du côté de la Russie est clair, mais pour les Alliés la guerre reste évidemment la même qu'auparavant. Dans ces conditions la question d'une offensive prend un caractère aigu. Pourquoi l'offensive est-elle nécessaire à présent. Avons-nous l'accord des Alliés sur nos conditions de paix?

Il faudrait alors le proclamer hautement et alors non plus aucun socialiste ne se prononcera contre l'offensive. N'y a-t-il pas d'accord? — Alors l'offensive conduit aux annexions pour les alliés de la Russie; est-ce pour cela que notre armée doit verser à présent son sang?

Rietsch, 3.VI.17. — L'ouverture du Reichsrat:

Pour la première fois depuis la guerre les portes du Reichsrat autrichien se sont ouvertes. C'est peut-être aussi un des nombreux signes que la lutte mondiale entre dans sa dernière phase. L'Empire des Habsbourg ne veut pas retarder sur les autres et se hâte pendant qu'il est temps encore d'adopter sa voix au chœur international qui discute à haute voix la paix future. La presse autrichienne a été autorisée de discuter les buts de la guerre. Les social-démocrates autrichiens sont allés se confesser à Stockholm devant la délégation hollando-scandinave. A présent, comme il est de coutume, les représentants du peuple sont invités à prendre part dans la solution des questions soulevées par la guerre.

Le discours du trône par lequel le jeune empereur Charles a ouvert la séance se compose de deux parties. La première est consacrée à la politique intérieure de l'Autriche, la deuxième montre la situation de la monarchie de Habsbourg vis-à-vis de la paix future. Il va sans dire que dans le domaine de la politique intérieure l'empereur Charles promet à ses peuples les bienfaits de l'égalité et liberté dans les cadres de « l'unité de l'Etat ». Une organisation spéciale de la Galicie était déjà prévue par feu François-Joseph. Il en est de même à présent aussi pour les autres provinces de l'Empire et surtout pour les Tchèques et on prévoit l'élargissement des bases constitutionnelles et administratives de la vie locale. L'empereur Charles ajourne même la prestation de son serment de fidélité à la constitution jusqu'au moment où seront élaborés les lois fondamentales « de la nouvelle Autriche heureuse ». Le sens de ces promesses est clair. L'Autriche accepte de résoudre le problème posé par la guerre: la reconstruction fondamentale de l'Empire.

Elle veut essayer de résoudre ce problème par ses propres forces et moyens dans les conditions de l'état traditionnel des Habsbourg.

La partie du discours concernant la politique extérieure est fortement revêtue de couleur « russophile ». L'Autriche tourne brusquement vers l'Orient. L'empereur Charles parle avec bienveillance du voisin oriental de l'Autriche, lié à l'Autriche par une « ancienne amitié » et l'approuve parce qu'il comprend que « ses vrais buts et problèmes » s'accordent avec les points de vue des empires du centre. L'empereur exprime ouvertement l'espoir que « l'ébranlement de l'opinion politique » en Russie se repercutera sur les autres pays alliés. Il nous propose d'avance des compensations pour cet aide précieuse. Si nous voulons lier avec l'Autriche des « relations meilleures et plus humaines » il nous garantit qu'il viendra volontiers à notre rencontre poussé par le désir de paix. Aussi à côté de la « russophilie » allemande se dessine

« la russophilie » autrichienne. La variation autrichienne, grâce aux conditions locales, se distingue par un apaisement et une douceur redoublée. Mais ses tendances et ses façons d'agir fondamentales sont tout à fait analogues à celles auxquelles nous ont habitué la diplomatie « des baisers » de fou Bethmann-Hollweg et la stratégie « des baisers » de Hindenburg.

Rietsch, 9.VI.17. — Réponse du Soviet à la lettre des trois ministres MM. Henderson, Vandervelde et Albert Thomas:

La révolution russe, qui est une révolte du peuple, non seulement contre la tyrannie du tsarisme, mais aussi contre les horreurs de la guerre mondiale, dont le blâme doit retomber sur l'impérialisme international a posé devant tous les pays, avec une acuité extraordinaire, le besoin urgent de conclure la paix. En même temps la révolution russe a indiqué aux nations la voie pour résoudre ce problème: l'union de toutes les classes ouvrières en vue de combattre toutes les tentatives de l'impérialisme pour prolonger la guerre dans l'intérêt des classes bourgeoises et pour prévenir une paix sans annexions, ni contributions.

Les classes ouvrières de tous les pays peuvent aisément parvenir à un accord rapide et solide, mais seulement si elles s'inspirent de leurs propres intérêts et écartent les aspirations des impérialistes et des militaristes qui dissimulent souvent leur véritable face sous un masque séduisant. Il est évident que la conférence ne peut devenir un tournant de la terrible épopée de cette guerre fratricide qu'à la condition que les membres de la conférence soient imbus des idéals ci-dessus et il n'est pas moins évident qu'alors toutes les questions que vous avez soulevées ne peuvent être le sujet de discorde ou le motif pour la continuation de la guerre.

Ayant reconnu le droit des nations de disposer de leur destinée, les membres de la conférence arriveront sans difficulté à un accord au sujet de l'Alsace-Lorraine. En outre les classes ouvrières délivrées de la méfiance mutuelle, que les impérialistes enveniment, s'accorderont sur les moyens de donner des compensations et sur le montant de ces compensations aux pays dévastés par la guerre comme la Belgique, la Pologne, la Galicie et la Serbie, mais il va sans dire qu'une telle compensation ne doit avoir rien de commun avec la contribution, qui est imposée à un pays conquis.

Quant à votre déclaration qu'il vous est impossible de briser l'union sacrée, elle est évidemment basée sur un malentendu, car le Conseil des délégués ouvriers et soldats ne réclame à aucun parti comme condition préliminaire une renonciation à la politique qu'il a poursuivie jusqu'ici. Le Conseil des délégués soldats et ouvriers attend de la conférence des socialistes des pays belligérants et neutres la création d'une Internationale, qui permettrait à toutes les classes ouvrières du monde de lutter de concert pour la paix générale et pour briser les liens qui les unissent de force aux gouvernements et classes imbus des tendances impérialistes, qui empêchent la paix.

Le Conseil des délégués ouvriers et soldats considère également qu'il est futile pour des partis de faire dépendre absolument leur participation à la conférence de l'obtention du consentement préalable d'autres partis à n'importe quelle décision obligatoire, car cela ferait naître dans les imaginations des contradictions irréconciliables sur des questions dont la discussion à l'amiable pourrait conduire à une solution acceptable pour les deux partis.

Quant à votre désir d'obtenir un accord complet préalable entre les socialistes alliés, la façon dont nous posons le problème rend futile tout accord de ce genre. Nous con-

sidérons que la conférence ne peut réussir que si les socialistes se considèrent eux-mêmes non comme représentants de deux partis belligérants, mais comme les représentants d'un seul mouvement des classes ouvrières vers le but commun de la paix générale.

Birschewija Wjedomosti, 14.VI.17. — L'Allemagne et la Révolution :

Sous l'influence de Marx, les socialistes européens et principalement les social-démocrates allemands qui conduisaient l'Internationale, ont cessés d'être des révolutionnaires au sens ancien du mot. A partir de Marx on cessa de considérer la révolution comme une convulsion catastrophique mais comme une évolution durable du développement de l'industrie et de la croissance du prolétariat amenant d'elle-même la révolution sociale. La réelle psychologie des orthodoxes du Marxisme est anti-révolutionnaire.

« L'esprit de la révolution » — Kerensky — appartient au parti socialiste révolutionnaire qui combattait le marxisme dans la Russie d'avant, parti qui actuellement cherche néanmoins, en la personne de son leader Tschernow à établir un « pont » vers le marxisme. Il résulte de là que si les social-démocrates allemands répètent constamment dans les organes de leur parti et au Reichstag qu'ils ne sont pas des révolutionnaires, cela ne veut pas dire qu'ils parlent ainsi par crainte d'Hindenburg, comme le croient maints optimistes chez nous, — non, ils sont sincères et expriment leurs réelles convictions.

Ils ne seraient pas de vrais marxistes s'ils agissaient autrement. D'après leur conception la révolution ne peut être l'ouvrage que de pays arriérés et « barbares » comme la Russie, la Chine, la Turquie et la Perse, mais non pas d'un pays d'Europe, qui a presque acquis la liberté politique et qui possède un parti fort et solidement organisé comme la sociale démocratie.

Une révolution ne pourrait donc éclater en Allemagne contre la volonté du parti social démocratique qui encadre l'ensemble du prolétariat allemand en une solide discipline.

Qui ferait la révolution en Allemagne? La bourgeoisie? L'histoire ne connaît pas un cas où la bourgeoisie ait fait une révolution sans l'appui du prolétariat. Et cette bourgeoisie, que n'anime pas un esprit zimmerwaldien, n'aurait aucun motif de se révolter contre ses idoles: le kaiser et Hindenburg. L'armée? Les éléments disciplinés social-démocrates y priment. Nous pouvons donc dire qu'une révolution est impossible en Allemagne.

Rousskoïe Slovo, 16.VI.17. — Convocation de la Conférence des Etats alliés :

Le ministre des affaires étrangères, M. Terestchenko a remis au ministre français Albert Thomas avant le départ de ce dernier la note suivante :

« La révolution russe apparaît non seulement comme un coup d'Etat dans le régime intérieur de la Russie, mais aussi comme un vigoureux mouvement d'idées qui a démontré la volonté du peuple russe dans ses aspirations vers la liberté et la justice dans la vie intérieure de l'Etat, ainsi que dans le domaine des rapports internationaux. Les membres du gouvernement provisoire russe puisent leur force dans cette volonté. Leur devoir et leur problème est de servir à cette volonté. En défendant dans la lutte extérieure les grands principes de la liberté, la Russie tend vers la paix universelle sur les bases, qui excluent toute violation, venant n'importe d'où ainsi que toutes les tendances

annexionistes, n'importe sous quelle forme. Le gouvernement provisoire n'a pas de tendances annexionistes et il se révolte fermement contre toutes tentatives dans ce sens.

Fidèle à ses principes, le peuple russe a fermement décidé de lutter contre les tendances impérialistes, apparentes ou cachées, de nos ennemis dans le domaine politique, financier ou économique.

Si dans les buts de la guerre peuvent apparaître différents points de vue entre notre gouvernement et un gouvernement allié, nous ne doutons pas pourtant que l'union étroite entre la Russie et ses alliés assurera complètement un accord commun sur les bases des principes proclamés par la révolution russe. Restant inébranlablement fidèle à l'œuvre commune des alliés la démocratie russe salue la décision des Etats alliés d'aller au-devant du vœu du gouvernement provisoire russe et de reviser les accords sur les buts finals de la guerre.

Nous proposons de convoquer dans ce but une conférence des représentants des puissances alliés, qui pourra se réunir, quand les conditions seront favorables.

Mais un des accords, qui a été signé à Londres le 5 septembre 1915, promulgué ensuite, qui exclue la possibilité de la conclusion de la paix séparée par un des Etats alliés, ne doit pas être l'objet de la délibération du congrès. »

Journal financier russe :

Le ministre des finances déclare que les demandes extraordinaires de relèvements de salaires de la part des ouvriers sont la conséquence des bénéfices exceptionnellement élevés réalisés depuis le début de la guerre par les employeurs. Le ministre des finances considère que cette protestation contre le renchérissement excessif des industriels est légitime, et considère par suite qu'il est nécessaire d'élever dans une large mesure les impôts qui frappent les classes aisées. D'autre part, le ministre espère que les ouvriers verront dans cette attitude du gouvernement à l'égard de leur situation une garantie suffisante, et consentiront de leur côté à des concessions qui sont indispensables si l'on veut que l'activité industrielle reste normale.

Journal du Commerce et de l'Industrie. — L'Industrie et l'Etat en Russie :

Les différends entre ouvriers et patrons, qui depuis la Révolution s'accroissent toujours davantage, nécessitent l'intervention permanente de l'Etat. Le contrôle du gouvernement doit s'étendre à toutes les industries, car lui seul est en état de décider dans quelle mesure les revendications des ouvriers sont justifiées et réalisables; car les industriels soutiennent qu'elles sont excessives, qu'il est impossible d'y faire droit. Il ne faut pas oublier que le développement à l'infini des exigences des ouvriers, tout aussi bien qu'une résistance intransigeante des employeurs sont contraires aux intérêts des uns et des autres. Il faut lutter avec énergie contre les menaces à l'industrie, ce qui ne peut se faire que par l'intervention de l'Etat. Celui-ci doit fixer une limite aux bénéfices des capitalistes, et organiser toute l'industrie en lui donnant une direction générale.

Le contrôle de l'Etat doit se baser sur les principes suivants: tout l'excédent estimé superflu des bénéfices des industriels doit retourner aux salariés, sous forme d'élévation de salaires, ou bien à l'Etat. Les ouvriers comme les patrons doivent être représentés dans les organes de contrôle. Le taux des salaires doit être proportionné aux bénéfices des fabricants.

POLOGNE

Le *Napzod* de Cracovie du 3.VII.17 publie une lettre de M. Stanislas Thugutt, représentant de la gauche indépendantiste, adressée au maréchal

de la Couronne, M. Niemojowski, dans laquelle il explique l'attitude de la gauche qui s'est retirée de la Commission dite « mixte ».

Nous citons quelques passages intéressants de cette lettre :

Le courant politique, que j'ai représenté hier, a donné, cette guerre durant, j'ose le croire, des preuves suffisantes de sa vitalité et de son plus grand dévouement pour la cause de la patrie. Il a créé les Légions et les a recrutées, il a combattu pour l'honneur et l'intérêt de la Pologne; dans sa propre compréhension de cet honneur et de l'intérêt, il a lutté fermement et âprement, la première, comme les deux années suivantes de cette guerre. Il a donné à la Pologne tout ce qu'il avait à donner: le sang, la liberté et ses fonds modestes. Mais avant tout il a cette conviction profonde — que lui seul peut donner à cette Pologne en cas de nécessité ce qui lui manque — c'est le sang frais et chaud et cette puissance que donnent les masses.

... Et si à l'heure où les décisions les plus importantes doivent être prises, ce courant est appelé à parler de façon à exclure toute influence réelle, à ce moment, ne demandant point pour nous la confiance qu'on veut peut-être nous refuser, nous déclarons tranquillement mais fermement que, nous aussi, nous n'avons assez de confiance en personne pour lui donner les pleins pouvoirs dans la conduite des affaires du peuple polonais. C'est pourquoi là où se trancheront les questions de la plus haute importance, nous devons ou bien nous trouver en nombre correspondant à notre force, à nos efforts jusqu'à ce jour, ou bien ne pas être du tout représenté. En aucun cas nous ne voulons être une décoration vaine, un paravent derrière lequel on cacherait des choses se formant contre notre gré.

... Je croyais qu'aux heures du danger national, lorsqu'il s'agit d'unir les forces, toutes les forces que la nation peut avoir à sa disposition, il ne saurait y avoir deux opinions sur ce sujet, que ce soient des conservateurs, ou des radicaux rouges qui parlent à une société ou non agréable.

Je croyais, qu'au moment où les théories démocratiques commencent à se répandre du haut des trônes, la Pologne, tant s'en faut, ne doit pas rester une forteresse de féodalisme, en vue même de sa sécurité. C'est avec le plus profond regret, que je me suis convaincu, que cette levée en masse pour laquelle le temps est déjà venu en Pologne, est comprise d'une façon singulière par le Conseil d'Etat provisoire, et que dans cette armée nationale on laissera aux courants radicaux, la même place, qu'autrefois aux goujats.

Gazeta Wieczorna du 3.VII.17, de Lwow (Galicie), publie un interview du député démocrate polonais au Reichsrat, M. Steslowicz, sur l'attitude du Cercle polonais :

Les nécessités politiques et économiques du pays constituent la ligne directrice importante de la politique du Cercle.

AUTRICHE

Neue Freie Presse, 1.VII.17. — Le premier ministre anglais à propos de la paix. — Discours sur les conditions :

Nous n'avons pas à discuter maintenant ce qui est admissible ou non, car l'importance de ce discours consiste en ce qu'il est la première tentative faite en vue de sonder l'Allemagne et la monarchie; ce n'est certainement pas sans ruse, caractéristique de Lloyd George. On présente à l'Allemagne l'appât de la restitution de ses colonies afin qu'elle renonce à sa plus grande création, à son travail fécond en Asie-Mineure et qu'elle soit politiquement et économiquement séparée de la Turquie. Mais ce discours ne constitue pas seulement un événement par les aveux qui montrent quels sont les trésors que la politique anglaise veut mettre en sûreté dans une guerre désintéressée et entreprise uniquement pour la liberté de l'humanité, mais bien aussi par les

Il dépendra de l'attitude du nouveau gouvernement dans les questions où peut intervenir la représentation polonaise, que le Cercle abandonne le cas échéant son attitude d'opposition et prête dans telle ou telle affaire, d'un cas à l'autre, son appui au nouveau cabinet. Le Cercle marche inflexiblement dans la voie une fois pour toutes choisie; la preuve en est dans les dernières résolutions de la Commission constitutionnelle et juridique où on a refusé d'accepter le décret publié en vertu du paragraphe 14, concernant notamment la justice militaire.

... La présence du parti socialiste dans le Cercle donne des résultats positifs: il a renforcé les éléments libre-penseurs du Cercle et influence l'approfondissement des débats, en élargissant les horizons et y apportant de nouveaux points de vue.

... Le Cercle polonais une fois entré dans la nouvelle voie, a beaucoup changé et a abandonné l'ancienne appréciation des affaires du pays.

... Nous n'avons point l'intention de couvrir les abus ou l'indolence de certaines autorités du pays, ou leurs organes; nous n'hésiterons pas non plus, lorsque les chefs de certaines administrations ne suffiront pas ou ne voudront pas faire les changements nécessaires à les y obliger par l'intervention des autorités centrales...

Glos de Varsovie, 4.VII.17:

Une année et demie s'est écoulée depuis l'acte du 5 novembre, ouvrant une voie il est vrai pénible, et difficile à la construction de notre Etat propre. Où en sommes-nous aujourd'hui sur cette voie? Nous avons noyé l'œuvre de l'armée polonaise dans la confusion de conceptions et dans le déchirement de partis, dans l'impuissance de pouvoir vaincre collectivement les difficultés et les entraves. Nous savons jusqu'à satiété quelle armée nous voulons, ce qu'elle serait si nous pouvions la former dans des conditions idéales, donc abstraites de la réalité, de notre réalité polonaise du temps de la guerre mondiale. Nous connaissons déjà l'avant-goût de son organisation selon le mode que porte avec lui l'« ex oriente lux », l'avant-goût de commandants par la volonté du Conseil des soldats et de meetings au Palais de Glace, mais... nous sommes aujourd'hui plus éloignés que nous ne l'étions dans nos espoirs il y a une demi-année.

Et lorsque sur le front oriental la Russie révolutionnaire touchée par la paralysie inguérissable de décomposition et d'anarchie essaie de se rattraper dans l'offensive, il ne reste que le dur sentiment de la conscience, qu'au moment du combat décisif sur les terres constituant depuis des siècles l'objet de conflits non finis encore, il n'y aura point d'armée polonaise; le glaive polonais ne prendra malheureusement pas part à la détermination des frontières de l'Etat Polonais à l'Est.

motifs qui ont amené le premier ministre à réfléchir aux hypothèses de la paix.

... Le discours de Lloyd Georges est une lueur d'espérance qui peut disparaître à nouveau. Mais malgré ses réticences il ne faut pas en diminuer la valeur. Celui qui le lit attentivement et qui est familiarisé avec la manière de s'exprimer du premier ministre, avec la façon dont il sème de nouvelles pensées dans le public sans paraître abandonner sa politique antérieure y trouve des mots qui diffèrent sensiblement des discours ministériels anglais faits pendant la guerre.

Reichspost, 2.VI.17. — L'offensive russe :

Rien d'étonnant que cette offensive ait pu avoir lieu malgré la révolution et les désirs de paix de l'armée russe. Il suffit de comparer les offensives de 1916 et 1917 pour com-

prendre de ce qui s'est passé entre temps dans l'armée russe et de ce qui s'y passe encore. L'attaque de l'armée russe s'est effectuée en 1916 sur un front de 450 km.; cette fois le secteur d'attaque en compte 30. On ne peut comparer les attaques d'infanterie actuelles, si fortes soient-elles en elles-mêmes, aux attaques en masse d'alors effectuées en partie par de la cavalerie. Il est naturel que les généraux russes aient eu la possibilité de retirer de leur immense armée et de ses groupes divers un certain nombre de divisions aptes à une offensive; tout le monde sait que certains commandants ont mieux leurs troupes en main que d'autres et qu'il existait des particularités nationales et politiques dans l'attitude que certains corps de troupes ont adopté vis-à-vis de la révolution.

Reichspost, 3.VII.17. — Le décret impérial d'amnistie:

La grâce impériale, le pardon impérial retiennent le bras de la justice aveugle. L'empereur dont le regard est dirigé vers l'avenir reconnaît qu'après la guerre les peuples de la monarchie comme l'humanité entière auront avant tout besoin de réconciliation. Il dit dans l'autographe adressé aujourd'hui au président des ministres que c'est la politique de haine et de revanche alimentée par des relations obscures qui a déchainé la guerre mondiale.

Neue Freie Presse, 4.VII.17. — La politique de l'amnistie:

La politique de l'amnistie ne peut avoir pour but que de tirer d'embarras les Tchèques pour les rallier à l'étatisme autrichien. L'avance politique que constitue cette amnistie encore avant le compromis, doit, par le devoir qu'impose la reconnaissance, par les dispositions à l'indulgence, amener le parti qui a eu pendant la guerre une attitude si injuste, à reconnaître dans les événements universels actuels, dans la chute du tsar et dans l'effondrement de la politique fêtée dans tant de congrès, ce qui est réalisable et à le séparer des errements.

Pester Lloyd, 4.VII.17. — L'amnistie en Autriche:

En ce moment un compromis entre Allemands et Tchèques serait la « grande chose » de l'Autriche. Naturellement les Tchèques devraient jeter par-dessus bord leurs folles prétentions; ils ne se contentent pas seulement d'une transformation du royaume de Pologne en un Etat indépendant, mais veulent encore l'annexion à celui-ci de la partie nord-ouest de la Hongrie.

... Un compromis entre toutes les nations de l'Autriche et leur réunion sous une même pensée d'Etat serait un haut témoignage que les peuples autrichiens veulent déterminer librement leur sort et qu'il n'est nul besoin pour cela de libérateurs étrangers.

Pester Lloyd, 5.VII.17. — Editorial.

Il s'agit des débats qui ont eu lieu le 4 courant, au parlement hongrois, relativement au droit de la Hongrie d'avoir voix au chapitre dans toutes les questions de politique étrangère et lors de la conclusion de la paix.

Lorsque en Autriche on accentue officieusement que lors de la paix la volonté du souverain se fera connaître par l'intermédiaire et sous la responsabilité du gouvernement commun, il est plus que nécessaire de faire remarquer que cela ne saurait être uniquement le fait de la compétence du gouvernement commun et que c'est bien plus, comme le comte Tisza l'a dit (dans les débats) éminemment du droit et du devoir du gouvernement hongrois de participer à l'œuvre de paix en s'employant de toute l'influence que lui confère la constitution, et de porter toute la responsabilité qui se rattache à cette action. Le président du conseil (comte Esterhazy) n'a pas hésité à acquiescer à cette manière de voir.

Les paroles prononcées à la Chambre autrichienne avaient fait naître un doute, maintenant dissipé.

BELGIQUE

Les journaux ci-dessous paraissent tous en pays non occupé.

La Métropole, 30.VI.17 (Diplomaticus):

M. Hoffmann est certainement victime, pour une part, d'un changement d'atmosphère qu'il n'a pas su apprécier. Sa mésaventure est un symptôme, et un symptôme heureux pour nous.

Est-ce à dire que nous l'excusons et surtout que nous approuvons le caractère personnel de sa politique? Pas le moins du monde, et nous nous expliquerons demain là-dessus, mais nous affirmons que si l'on peut aller au fond des choses, la Suisse a eu jusqu'à un certain point le ministre des Affaires étrangères qu'elle méritait et que M. Hoffmann n'aurait pu en arriver au point où il a été arrêté si le Conseil national helvétique avait, dès le début, orienté sa neutralité de la seule façon qui fût moralement défendable, c'est-à-dire en protestant, avec toute l'énergie d'un peuple libre et neutre, fier de ses droits et de ses libertés, contre l'assassinat sans excuse, par un des garants de son indépendance, d'un autre peuple libre et neutre.

Le XXme Siècle, 3.VII.17. — La réforme des impôts dans la Belgique de demain. (M. des Ombiaux):

Nous avons conservé la mauvaise habitude révolutionnaire

de protester contre la taxe, comme si elle était toujours établie par l'arbitraire d'un souverain absolu; il arrive que nous protestions contre l'impôt quand nous avons poussé à la dépense qui l'a rendu nécessaire. Le fait est courant aux parlements; les députés cherchent à faire valser les deniers de l'Etat dans l'intérêt électoral, mais quand il s'agit de solder la note, ils crient à la dilapidation pour flatter l'électeur et conserver leurs sièges. Ce jeu d'avant guerre, que nous avaient légué les anciens régimes, devra disparaître à tout jamais de nos mœurs politiques si nous voulons voir nos finances bien conduites et nos affaires prospérer. Le seul moyen sérieux de restreindre la nécessité d'impôts nouveaux, c'est d'empêcher les dépenses inutiles, la dilapidation des ressources, c'est le contrôle que le pays doit faire exercer par ses représentants.

L'impôt progressif sur le revenu, qui prêterait aussi ses bases au droit de succession, est le mode qui apparaît aujourd'hui le plus équitable et le plus rationnel. Faire payer chacun selon ses moyens et imposer progressivement le superflu, tel semble être le vaste programme de demain. Ceux qui réaliseront ce programme seront de grands hommes.

Belgisch Dagblad, 3.VII.17. — L'aveu:

Nous avons rappelé à M. Van Cauwelaert, qu'en 1913, il a voulu introduire la séparation administrative à l'armée. Et il fut soutenu, lui catholique, par la feuille libérale de M. Hoste. Nous avons démontré que ce fut une machination

allemande, pour diviser les Belges, et surtout l'armée belge. Nous avons demandé au député d'Anvers, s'il est toujours partisan d'établir des régiments wallons et flamands. Il nous répond dans «Vrij België»: «Pourquoi les Flamands ne pourraient-ils pas revendiquer intégralement leurs droits, même à l'armée?» Ce qui signifie, en d'autres termes, «Oui, nous voulons une armée flamande, ayant sa propre langue et son autonomie.»

Tous les Belges approuveront leur gouvernement, qui a condamné l'action de «Vrij België» et de Van Cauwelaert, par la bouche de son chef de cabinet, le ministre de la guerre.

Le XX^{me} Siècle, 6.VII.17. — Jusqu'au Rhin!

Tel est le mot d'ordre que le président de la Chambre de commerce américaine, M. Walter Berry, a fait applaudir mercredi, au banquet du Palais d'Orsay, par son auditoire d'hommes d'Etat et de généraux. Reproduisons la péroraison du discours de M. Walter Berry:

C'est de l'Outre-Rhin que pendant un demi-siècle vous sont venus, surprenant votre bonne foi, votre loyauté, des êtres qui, comme de la vermine, vous ont rongés et infectés.

... Monsieur le Maréchal, Messieurs de la Commission, à West-Point, à New-York, vous avez vu, défilant devant vous, nos soldats américains — les premiers de nos dix millions de conscrits — ces soldats qui bientôt, oui bientôt, descendront les Champs-Elysées, le général Pershing en tête. Oui, mon général, nous vous verrons bientôt à la tête de vos bataillons en route vers le front où, pendant trois héroïques années, le mur d'airain français a résisté à tous les assauts — vers ce front qui, hier, était sur la Marne, qui, aujourd'hui, couronne les falaises de Vimy, de Craonne et de Messines; et qui, demain, s'étendra glorieusement sur les bords du Rhin français!

Le Socialiste belge, 7.VII.17. — Vandervelde, de Brouckère et de Man à Stockholm:

La délégation belge, se composant des camarades Vandervelde, de Brouckère et de Man est arrivée de Petrograd à Stockholm.

D'ici quelques jours elle publiera un memorandum, dans lequel elle développera la manière de voir de la majorité des socialistes belges. (N.D.R. Vandervelde, de Brouckère et de Man reconnaissent donc qu'il y a également, en Belgique, une majorité et une minorité).

Selon tous les groupes présents se déclareront contre l'impérialisme.

Dans les pays de l'Entente il y a aussi des courants impérialistes, mais leurs partisans et propageurs peuvent être tenus en sujétion grâce au système parlementaire démocratique.

Quand les socialistes majoritaires allemands déclareront, qu'ils rejeteront les crédits militaires qu'aussi longtemps et dès que le gouvernement allemand parlera des buts de guerre impérialistes, un accord avec eux sera possible.

Le memorandum touchera également la question flamande et la délégation belge fait sienne la conception de Vermeylen.

On exigera également l'indépendance intégrale et le dédommagement de la Belgique.

P.S. C'est avec une satisfaction profonde que nous constatons que les camarades Vandervelde, de Brouckère et de Man se sont ralliés à la conférence générale du prolétariat.

A part les divergences de vue nous pouvons dire dès ce moment que la classe ouvrière belge s'est retrouvée pour coopérer avec tout le prolétariat, en vue d'une paix durable, d'une paix socialiste.

Le P.O.B. ne sera non seulement représenté à Stockholm par la minorité, mais aussi par la majorité, comme le dit la délégation belge à Stockholm.

Dès ce moment nous pouvons dire, que l'Internationale est définitivement rétablie. Le jour approche, que de Stockholm, on lancera l'appel au prolétariat international:

Proletaires! Debout!

Pour la paix universelle et durable!

Contre la guerre et l'impérialisme!

Le Peuple belge, 8.VII.17. — M. François Schollaert:

M. Schollaert, ancien chef du gouvernement belge, resté président d'une Chambre fantôme qui ne s'est plus réunie depuis bientôt trois ans, fut toute sa vie un cléricafanatique, conservateur de tous les privilèges de la bourgeoisie, ennemi déclaré de la démocratie et des revendications ouvrières. Il envisageait tous les problèmes politiques et économiques à résoudre sous l'angle étroit des intérêts de son parti. Qui ne se rappelle sa funeste loi scolaire et son opposition à la réforme électorale?

Mais tout cela est bien loin de nous et les souffrances de la guerre nous inclinent à beaucoup d'indulgence sinon à l'oubli. On raconte, au surplus, que vers la fin de sa vie, M. Schollaert aurait rendu hommage au patriotisme et à la vaillance des prolétaires socialistes, et aurait déclaré qu'il n'était plus possible de leur refuser le suffrage universel. Il aurait ajouté que la moitié des députés catholiques étaient convertis ou ralliés à l'avènement de l'égalité politique qui lui paraissait maintenant inévitable et auquel lui ne s'opposerait plus, bien qu'il y fût resté hostile, par principe.

Disons aussi que le président de la Chambre ne cessa d'être le gardien jaloux des libertés constitutionnelles et qu'il a protesté plus d'une fois contre les empiètements du pouvoir central.

Dans la vie privée, l'homme était probe, honnête, très accueillant et fort charitable.

Nous lui rendons le salut de l'adversaire.

La Patrie belge, 8.VII.17. — Pourquoi te bats-tu, soldat (J. Steens). — L'auteur oppose la façon d'agir des Centraux à celle des Alliés:

C'est cette différence de mentalité entre les Allemands et nous qui a provoqué la guerre, bien plus peut-être que tous les appétits en jeu. C'est la même cause qui fait durer la guerre. On devine aisément que la paix ne peut être durable que si cet état d'esprit cesse. La grande erreur de l'Allemagne est de ne point s'apercevoir que cette guerre qui paraissait à ses débuts n'être qu'une lutte militaire est devenue aujourd'hui une guerre sociale. S'est la liberté individuelle qui lutte contre le capitalisme. Que ce dernier triomphe, et c'en est fait du droit des peuples de vivre à leur gré.

Et c'est pourquoi tu te bats, soldat!

SUISSE

Le Journal de Genève (Colonel Feyler):

Chaque semaine, des tonnes de matériel par milliers sont maintenant débarquées en France, et il en sera ainsi de plus en plus. Pendant que les sous-marins allemands montent la garde autour des côtes britanniques, espérant affamer la population en l'empêchant de pêcher des sardines, les États-

Unis lui procurent l'économie de ses stocks d'approvisionnements en alimentant directement les armées sur le continent. Il suffit de doubler, tripler ou quadrupler les voies ferrées qui conduisent des ports au front. Pour ce travail-là les États-Unis ne sont à court ni de machines ni d'ouvriers, et l'on peut supposer que lorsqu'il s'agit d'aboutir à la victoire, les Américains ne se laisseront pas arrêter par les ha-

bitudes volontiers routinières d'Européens vieillies, toujours prêts à discuter, ergoter, invoquer des textes de loi et débattre lorsqu'il importe d'agir.

Sur ce terrain de la machinerie du combat et de son utilisation, les Allemands sont d'ores et déjà battus par les Américains, comme ils l'ont été par les Anglais. Les sous-marins ne pourront rien empêcher. Les Anglais ne mourront pas de faim et les armées alliées n'auront besoin d'économiser ni une boîte de conserves ni une balle de mitrailleuse. Les journaux allemands ont licence de soutenir le contraire, et ceux qui ne jurent que par eux restent libres de les croire. Mais les esprits indépendants, soucieux de juger par les faits non par les paroles, attendront les preuves et s'en trouveront mieux.

L'offensive russe signifie l'entrée en ligne de réserves d'aujourd'hui; le débarquement américain signifie la concentration des réserves de demain; pendant ce temps, le troisième grand fait du jour, le changement d'orientation de la Grèce, vient miner les espérances que l'impérialisme germanique entretenait vers le Sud-Orient et qui devaient l'encourager à résister aux réserves d'aujourd'hui et de demain.

La Gazette de Lausanne:

M. Venizelos devra donc recréer ce que cinq ans d'un labeur inouï et d'une admirable netteté de vues avaient édifié et préparé pour l'avenir de l'hellénisme, ce que vingt mois de désordre ont ruiné.

Il devra non seulement reconquérir ce que les Bulgares ont reçu en don d'amitié du roi Constantin, mais dissiper les difficultés naissantes du côté de l'Épire, car l'inertie de la Grèce royale a réveillé les ambitions italiennes.

Certes, la tâche de M. Venizelos est énorme. Mais il y suffira. Les mesures qu'il est en train de prendre témoignent de sa décision. Et il ne faut pas oublier que dans le Midi les changements les plus rapides sont possibles, changements en bien ou en mal, quand une volonté forte s'affirme chez un chef. Ce sera peut-être un de ses plus beaux titres de gloire que M. Venizelos acquerra en faisant échec, par sa seule présence au pouvoir, au plan balkanique allemand.

La Suisse:

Nous ne comptons plus voir cette année la fin du cauchemar. L'immobilité des Russes, pendant que ressuscitait leur peuple, a sans doute retardé la solution. D'autre part, il est manifeste qu'on attend les Américains. Ce sera pour la France un soulagement nécessaire, légitime. Et l'opinion est désormais faite chez les Alliés, la guerre ne sera pas terminée avant l'année prochaine.

Reste à savoir, cependant, si l'Allemagne est d'accord... Se trouve-t-elle en état de tenir jusque-là? Et, à vrai dire, qui le sait? Extrêmement rares sont les nouvelles sincères qui nous parviennent de l'empire assiégé. Les neutres n'y vont plus. Ou quand ils y vont c'est dans des conditions qui leur interdisent de contrôler ce qui se passe. Les Allemands autorisés à franchir la frontière font comprendre qu'on perdrait son temps à vouloir les interroger. D'autres, en revanche, se montrent fort loquaces. Mais il n'est pas indispensable de les écouter longtemps pour constater qu'ils racontent des blagues. Ils sont « en mission... La seule chose qu'on puisse affirmer, c'est qu'en Allemagne tout le monde demande la paix.

En France, non.

Du moins, en France, on veut une paix définitive, qui libérera le monde et qu'on paiera tout son prix. Malgré quelques agitateurs de carrière, Paris est admirable. Il faut revenir à Genève pour bien s'en rendre compte.

La Tribune de Lausanne:

Quelle que soit l'issue de la crise actuellement en cours et malgré certaines réserves qui s'imposent, nous ne devons

pas moins constater que la Turquie a toujours entretenu avec la Suisse d'excellentes relations. Nombre de nos compatriotes se sont fait chez elle des situations fort enviables. Il n'est pas un gamin du Loële qui n'ait rêvé de l'extraordinaire fortune de Huguenin-Pacha, directeur des chemins de fer d'Anatolie, dont l'histoire dira plus tard l'importance du rôle de premier plan qu'il fut appelé à jouer, en des circonstances difficiles.

La Turquie nous offre un champ d'activité presque illimité. La Suisse peut devenir son principal client, celui dont elle aura besoin pour se mettre à l'œuvre, et être en demeure d'exploiter ses richesses et ses ressources de tous genres.

Si donc il est exact, comme on l'annonce, que notre ministre à Berlin vient de négocier avec des délégués turcs une convention consulaire provisoire, remettant au représentant de la Hollande la protection des intérêts suisses en Turquie, et s'il est vrai surtout que cet arrangement devrait durer six mois encore après la conclusion de la paix, ce serait à désespérer de notre diplomatie.

Pour la Femme (Mme Isabelle Debran):

En Suisse, quelques personnes s'inquiètent de ne voir révéler des faits qui jettent une lumière désastreuse sur certain peuple, alors qu'elles-mêmes se multiplient pour équilibrer les sympathies de leurs adeptes à l'égard des différents belligérants et pour ramener l'harmonie dans les cœurs. Les membres de ces groupes organisés refusent avec obstination d'entendre ou de voir toute chose qui pourrait les faire sortir de leur douce somnolence en influençant leur jugement. Les maisons pillées, puis dynamitées, les sépultures violées, les arbres sciés, les femmes et les jeunes filles déportées, les enfants « fainéants » punis de coups de bâton, voilà qui est en effet susceptible de troubler le neutralisme dans lequel stagnent ces impassibles à tout prix.

Quant à moi, après avoir parcouru les régions martyres, après avoir vu saigner la terre et les gens, constaté les crimes, les vols et les viols, je n'ai pu rentrer dans mon pays avec un bâillon sur les lèvres. Le silence eût été une effroyable lâcheté.

La « Freie Zeitung », de Berne, vient de publier un long article intitulé « La France dévastée ». L'auteur, Claire Studer, après avoir assisté à ma conférence à Lausanne, stigmatise avec violence les actes inhumains de ses compatriotes. Et elle conclut ainsi: « Mon cœur saigne, et je proteste contre tout cela — parce que je suis Allemande ».

Cette protestation indignée, je suis fier de l'avoir provoquée. A ces Allemands-là, nous pouvons tendre la main.

Vaterland, 2.VII.17. — Les buts de guerre de l'Entente:

L'Entente a un but de guerre commun: ne négocier qu'avec une Allemagne « démocratique », tandis qu'en ce qui concerne la Turquie, le but de guerre est spécifiquement anglais. Lloyd George nomme l'Arménie et la Mésopotamie (les Turcs, dit-il, ont transformé l'Éden et le grenier du monde ancien en un désert) comme buts de conquête de l'Angleterre et, en fait, la Turquie est stratégiquement, politiquement et moralement le point réellement le plus faible de la Quadruplice. D'autre part, le point le plus faible du discours de Lloyd George est le passage où il établit le principe « moral » de la « libre disposition des peuples d'eux-mêmes » en faveur des droits de souveraineté sur les colonies. On va immédiatement se demander: cette loi n'est-elle que pour les Hébrides, mais pas pour les Tunisiens, les Marocains, etc., sans parler des Irlandais, des Finlandais, des Ukrainiens, etc.

Malgré tout un pas a été fait dans le sens de la paix dans ces paroles: « Nul ne songe à prescrire une forme de gouvernement à l'Allemagne; nous entamerons pourtant des

négociations avec une Allemagne démocratisée. » C'est ce que dirait sûrement la « Gazette de Francfort » si par des mesures prises contre elle, il ne lui était pas interdit d'avoir sa propre opinion politique. C'est ce qu'elle a communiqué à ses lecteurs il y a quelques jours. Ces mesures prises contre ce journal si considéré nous préparent à la constatation que la volonté d'avoir la paix en Allemagne au prix de la démocratie ne doit « officiellement » donner encore aucun écho. On pense sans doute tout autrement dans les cercles populaires.

Vaterland, 5.VII.17. — Il y a des tiraillements dans l'Allemagne du Sud :

Nous avons parlé de désaccords dans le sud de l'Allemagne. La décision concernant une paix basée sur une compréhension réciproque que nous avons publiée hier et qui a été prise dans une assemblée populaire à Francfort-sur-Main y fait allusion. Les « Münchener Neuesten Nachrichten » parlent dans le même sens dans une verte réprimande contre la politique intérieure (justement la question de la réforme électorale) comme contre la politique extérieure du chancelier de l'empire. Le journal écrit entre autres : « La politique extérieure du chancelier rencontre une forte opposition dans des cercles très étendus mais nulle part d'appui bienveillant. La majorité ouvrière du Reichstag n'a pas exprimé sa confiance envers sa personnalité ou ses buts, mais seulement son assentiment à sa réserve dans le moment présent. Son abstention dans la politique intérieure, dans un moment où l'homme d'Etat de l'empire a plus que jamais besoin de cette confiance, menace même de détruire ce qui en restait. Le résultat de cette situation n'est pas une opposition violente, mais un désenchantement confinant au désespoir. »

On n'a pas le droit d'ignorer en Allemagne que ses ennemis sont tout ce qu'il y a de plus exactement renseignés sur tous ces désaccords et ces angoisses, sur leurs causes comme sur leurs suites. On ne devrait pas tergiverser encore plus longtemps en Allemagne sur les exigences urgentes de la démocratisation car on le fait aux dépens du pays.

Neues Winterthurer Tagblatt, 5.VII.17. — Prenez garde!

On écrit du Tessin à la « Luzerner Tagblatt » : Dans un article remarquable « Prenez garde », le conseiller national Cattori discute, dans son journal « Popolo e Liberta », avec cette sorte de gens qui ne cessent depuis quelque temps de prêcher la guerre aux côtés d'un groupe de puissances. Les mêmes gens qui se posent en même temps en gardiens de la neutralité, seraient venus avec une impudence sans égale à une assemblée de protestation contre M. Hoffmann et auraient tenté d'obtenir du peuple irrité et échauffé des ordres du jour exigeant la participation armée de la Suisse à la guerre! Grâce à l'esprit sain et au patriotisme prononcé du peuple tessinois, tout n'est resté qu'aux tentatives. Il ne s'agit point à de telles gens de dire un mot contre M. Hoffmann; il ne leur appartient pas de s'élever contre les erreurs de MM. Hoffmann et Grimm dans des assemblées réunies par la conscience de la droiture internationale et de dignité patriotique. Nous tirerons la conclusion nécessaire et logique de l'activité de ces excitateurs, savoir que nous avons devant nous des gens mal intentionnés, servant à des buts précis, autrement dit — la force de l'expression est inspirée par la gravité de l'incident — des « agents provocateurs ».

M. Cattori termine par ces mots : « Quoiqu'il en soit, dans des moments où l'honneur, l'intégrité et même l'existence de la patrie sont mis en jeu, nous pécherions contre notre devoir si nous n'exhortions pas nos concitoyens à la prudence et si nous ne les mettions pas en garde contre ces mélangeurs de poisons, quel que soit le vêtement sous lequel ils se montrent dans notre vie cantonale. »

Voilà qui est parlé en homme et avant tout selon la vérité et il est bon que la parole libératrice vienne d'un côté si plein d'autorité. Certains « patriotes » et aussi un nouveau Suisse vont sans doute crier...

L'exhortation : « Prenez garde! » est bien à sa place en ces jours où une agitation dangereuse est entretenue dans des journaux, des réunions et même dans des salles de conseils. Et pourtant l'exemple de la Grèce devrait nous intimider.

Neue Zürcher Zeitung 6.VII.17. — Le décret d'amnistie de l'empereur d'Autriche ne satisfait pas tout le monde :

Comme il fallait s'y attendre, le décret d'amnistie de l'empereur autrichien a fortement mécontenté les partis allemands d'Autriche. C'est l'Association germano-bohémienne qui a été le plus touchée, car le décret de grâce est favorable aux Tchèques surtout. Elle avait même l'intention de refuser sa coopération au gouvernement, suivant en cela l'exemple des Polonais. Mais les autres partis se sont vite rendu compte que ce décret d'amnistie était le plus mauvais prétexte de mise en branle d'une grève politique. Aussi les députés allemands se sont-ils finalement contentés de donner essor à l'expression de leur déplaisir au Reichsrat et de dire au gouvernement qu'ils ne considéraient sa position qu'avec méfiance. Mais comme de leur côté les partis slaves ont naturellement accepté l'édit avec satisfaction, il n'est donc pas exclu que l'édit de grâce ait créé le terrain si longtemps cherché d'une activité féconde du Parlement autrichien.

Bund, 6.VII.17. — L'arrivée des troupes américaines en Europe :

En salueant avec une joie si grande l'arrivée des Américains, la presse française a certainement exprimé les sentiments du public. Les Américains ont promis de plonger le monde dans l'étonnement par leur promptitude. Nous n'avons pas d'idée de ce qui est techniquement possible. Mais des gens que l'on considère comme compétents disent que plus d'un demi-million de soldats américains peut être amené sur le front de combat encore avant la fin de cette année. D'autres pourraient juger ce que cela a d'importance au point de vue militaire. Nous nous bornons à établir que cette arrivée des premières troupes américaines en France constitue un événement dont l'importance dans l'histoire universelle n'échappera à personne. Cet événement rencontre en France une complète compréhension.

Berner Tagblatt, 7.VII.17. — Le bombardement de Jérusalem :

La nouvelle d'après laquelle des avions anglais ont lancé soixante-dix obus sur la ville de Jérusalem sacrée pour toute l'humanité cultivée a provoqué une révolte générale. En Angleterre on vient de comprendre la lourdeur de la faute et l'on essaie d'effacer par des démentis la mauvais impression que ce méfait a causée dans le monde entier. Cela ne répare pas ce qui est arrivé et l'on ne peut plus apaiser l'indignation de l'humanité civilisée.

Ce qui donne à l'attentat révoltant sur Jérusalem un caractère particulièrement repoussant, c'est avant tout le fait qu'il ne pouvait pas être la moindre question de nécessité militaire. Qu'on se souvienne des attaques violentes déchaînées dans le monde entier par l'Angleterre contre l'Allemagne lorsque la cathédrale de Reims située dans la zone des hostilités et utilisée par les Français pour des buts militaires fut endommagée dans les combats d'artillerie. Et les hurlements de rage poussés par la presse de l'Entente et naturellement aussi par la presse de la Suisse romande lors du bombardement de Venise par des avions austro-hongrois sont encore présents à toute les mémoires. Les

explications et excuses présentées alors ne peuvent aucunement être appliquées au bombardement volontaire et sans but de Jérusalem. Du reste, la cathédrale de Reims n'est qu'un sanctuaire français, Venise n'est un bien national prononcé que pour l'Italie; Jérusalem est chère au monde entier et aurait dû être laissée à l'abri des attaques aériennes même en cas de sérieuses nécessités militaires. Mais, comme nous l'avons dit, vu qu'il n'y avait pas le moindre

motif militaire pour ce bombardement, nous n'avons pas seulement à faire avec une rage de destruction sans but, mais aussi avec un mépris des sentiments les plus sacrés de tout le monde cultivé. Si Karlsruhe ne fut déjà pas une journée glorieuse pour les aviateurs de l'Entente, l'attentat sur Jérusalem restera comme une page noire dans les annales de leur aviation et comme un indice du plus triste des égarements humains et de la cruauté dans cette guerre.

SUÈDE

Svenska Dagbladet. (Résumé):

parle du contrôle projeté par M. Wilson sur les importations des neutres: c'est avec un étonnement toujours croissant que les pays neutres observent le premier résultat de l'intervention à visage découvert de la grande république dans la lutte pour le droit et la liberté des petites nations. On cherche à s'expliquer en Suède comme en Hollande, au Danemark comme en Norvège, pourquoi ces mesures sont prises à l'instigation du gouvernement anglais. On se demande avec inquiétude quels ennuis résulteront de nouvelles mesures prises à l'égard des neutres car déjà actuellement il y a grande pénurie de vivres et de matières premières dans les pays neutres. Toute nouvelle limitation des importations donnera à l'attitude prise en cette occurrence par les Etats-Unis un tout autre objectif que celui qu'ils donnent officiellement à leurs démarches.

Stockholm Dagblad, 4.VII.17. — Mohamed Farid Bey, chef du parti National égyptien, proteste contre l'idée que toute l'Égypte est d'accord avec l'Angleterre:

Il ne faut pas oublier l'Égypte au moment où il est tant parlé de la libération des nationalités opprimées et de leur droit de disposer elles-mêmes de leur sort. Il est stupéfiant que la presse des puissances centrales ne souffle mot relativement à l'Égypte lors des discussions sur la paix générale ou séparée. Tous les diplomates prévoyants sont nécessairement d'avis qu'une paix ne garantissant pas la liberté de l'Égypte et la neutralité du canal de Suez serait une paix boiteuse. Le canal ne peut être effectivement neutralisé que s'il est confié à la garde d'une Égypte libérée, suffisamment forte pour le défendre. Par contre l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre constitue une menace constante contre la paix mondiale. La situation géographique de l'Égypte, qui commande la voie maritime la plus fréquentée, rend la libération de ce pays encore plus nécessaire que par exemple celle de la Belgique ou de la Serbie. Son autonomie, sans immixtion étrangère, telle qu'en 1882, me semble même plus nécessaire que la garantie de la neutralité de la Suisse. L'Égypte est aussi un État tampon entre deux

mondes: l'Orient et l'Occident — entre trois continents: l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Le possesseur de l'Égypte possède ou menace l'Islam et domine en même temps le plus court chemin d'Europe vers l'Asie. Sans l'occupation anglaise la révolte de l'Hedjaz et l'expédition en Mésopotamie n'auraient pas eu lieu. Si le canal de Suez avait été effectivement neutre les sous-marins allemands pouvaient arriver dans l'Océan indien, rendant difficile les transports de troupes et de vivres vers la Mésopotamie.

Il est stupéfiant que Wilson, dans son discours sur la liberté des mers ne fait aucune allusion au canal de Suez ou aux bases navales anglaises. Il sait pourtant que l'Angleterre occupe tous les points qui, sur la route vers l'Orient, assurent sa domination des mers: Gibraltar, Malte, Chypre, Part-Saïd, Suez, Bab-el-Mandeb, Ceylan, le détroit de Malaca, etc. Par liberté des mers Wilson entend-il uniquement liberté pour l'Angleterre? On peut caractériser cette entente entre l'Angleterre et les Etats-Unis par le proverbe égyptien: « Mon frère et moi contre le cousin; mon cousin et moi contre l'étranger. » Les deux cousins John et Jonathan se sont unis, pour l'avantage de leur propre race, contre le bloc des puissances centrales. L'attitude des Etats-Unis ne nous étonne guère, nous Egyptiens. Nous nous rappelons encore le discours prononcé par Roosevelt il y a sept ans, au Caire. Il y félicitait les Egyptiens de leur asservissement à l'Angleterre et leur recommandait d'être reconnaissants de ce que l'on s'occupa de les civiliser. L'Égypte — pour les Américains — n'est qu'un territoire africain qui doit appartenir à la race anglo-saxonne. L'Humanité pour eux se divise en deux grandes catégories: les Anglo-Saxons à qui appartient la maîtrise du monde et les autres qui doivent dépendre des premiers. Les Alliés n'ont pas non plus mentionné l'Égypte dans leurs buts de guerre. Ils n'ont parlé que de la Belgique, de la Serbie et des nationalités dominés par la Turquie en Asie!! Il y a lieu de s'étonner que les puissances centrales, répondant une première fois à Wilson ne parlent que de l'Irlande; dans la deuxième réponse elles ne nommèrent que l'Irlande et les Indes. Cet oubli involontaire de l'Égypte a fait très mauvaise impression sur tous les patriotes égyptiens. Ils comptent et comptent encore sur la Turquie et ses alliés pour délivrer leur pays et leur peuple du joug anglais.

La collection de

La Revue de la Presse

donne, pour un prix modique, un ensemble de documents de premier ordre, facile à consulter, qu'il est impossible de réunir sans un travail et des frais considérables.

Une table des matières sera établie par nous tous les six mois

Internationale Rundschau

Revue Internationale

N° 7 — 1917

SOMMAIRE: Stockholm et la paix des peuples; Frédéric Adler et son acte; La paix séparée de la Russie.

Prix: 80 cent.

En vente dans les librairies et chez les éditeurs, ORELL-FUSSLI, ZURICH, Bärengasse, 6.

TAILLEUR POUR DAMES
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

3 POINTS

sont à considérer lors de la remise d'une annonce devant atteindre son but:

- 1° **Rédaction de l'annonce**
- 2° **Composition efficace**
- 3° **Choix des journaux qualifiés**

Adressez-vous de confiance à
la plus ancienne agence suisse

Orell Füssli-Publicité

Genève

1 Rue du Commerce, . . . Angle Rue du Rhône

Pour simplifier votre commande, demandez nos imprimés qui vous seront remis gratuitement.

Au RUBIS

Maroquinerie fine

Bijouterie

Fantaisie

GALLÉ DE NANCY

90, RUE DU RHONE, 90

GENÈVE

„Das Neue Europa“

„La Nouvelle Europe“

est le titre d'une Revue internationale des plus modernes (Zurich, Schweizer Druck- und Verlagshaus), que chacun devrait acheter et lire.

Prix de l'abonnement:

Fr. 5.— par an seulement

En vente
dans toutes les librairies

Revue Diplomatique et Consulaire

ZURICH, Mühlebachstrasse, 166

Spécimen gratuit. - Abonnement par an: 10 francs.

USINE GENEVOISE
DE
DÉGROSSISSAGE D'OR
GENÈVE

CHAUX-DE-FONDS - BIENNE - LYON - MARSEILLE

Vente, Achat et Affinage de Métaux précieux

Or, Argent, Platine, Nickel, Aluminium, Cuivre, Chryso, Laiton, etc.

Dégrossissages en tous genres
pour l'Industrie horlogère, bijoutière, etc.

Poudre d'Argent fin pour Doreurs — Frappe de Médailles
Jetons, Insignes, etc.

ESSAI ET ACHAT
de Lingots,
de Monnaies d'Or et d'Argent, etc.

TRAITEMENT ET ACHAT
DE CENDRES
DÉCHETS ET RÉSIDUS INDUSTRIELS, ETC.

GRAND PRIX EXPOSITION NATIONALE SUISSE
A BERNE 1914

PRIX DE LA RIVE 1881 et 1911 — DIPLOME EXPOSITION ZURICH 1883

MÉDAILLE D'ARGENT, PARIS 1889 — MÉDAILLE D'OR, GENÈVE 1896